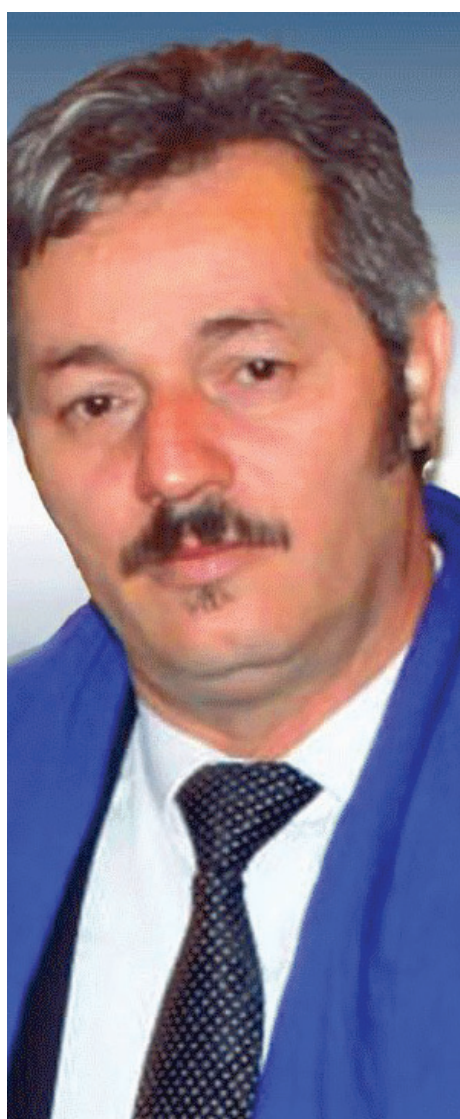


PRÉSIDENTIELLE DU 7 SEPTEMBRE 2024

Neghza, Sahli et Hammadi condamnés à 10 ans de prison

Lire l'article de A. Z. page 3



BEM ET BAC

Les consignes du ministère de l'Education

Lire l'article de M. Aziza page 3



EDUCATION

Le projet de loi relatif à l'abaissement de l'âge de retraite devant l'APN

P. 3



DES DIZAINES DE MORTS À GHAZA

L'armée sioniste continue de cibler les abris et centres de déplacés

Lire l'article de Mohamed Mehdi page 2



DÉBAT

Israël - Etats-Unis, chronologie d'une alliance sacrée

Première partie : 1948 - 1958

Par Tahar Benabid P. 5

OPINION

La liberté académique et la responsabilité intellectuelle en Afrique

Par Boutaleb Kouider P. 6

CNAS

Plus de 650 milliards DA de dépenses par an

Lire l'article de
El-Houari Dilmi page 4

Des dizaines de morts à Ghaza
L'armée sioniste continue
de cibler les abris et
centres de déplacés

Mohamed Mehdi

Lundi, 598e jour de l'agression sioniste et 86e jour de blocus humanitaire total, l'armée génocidaire d'Israël intensifie ses massacres contre la population civile de Ghaza. Le bilan statistique quotidien du ministère palestinien de la Santé, publié hier, indique que le nombre de victimes arrivées dans les hôpitaux, durant les précédentes 24 heures (dimanche), s'est élevé à 38 martyrs et 169 blessés.

Ce bilan porte à 53.977 martyrs et 122.966 blessés, le nombre de victimes depuis le début de l'agression contre Ghaza, et à 3.822 martyrs et 10.925 blessés depuis la reprise des bombardements le 18 mars 2025.

Hier, l'occupation a commis un autre massacre en bombardant l'école Fahmi al-Jarjawi, qui abrite des milliers de personnes déplacées dans le quartier d'al-Daraj dans la ville de Ghaza, faisant au moins 31 martyrs, dont 18 enfants et 6 femmes, indique un bilan provisoire du Bureau des médias du gouvernement. «L'occupation «israélienne» continue de cibler délibérément et systématiquement les abris et les centres de déplacés. Le nombre de ces centres de déplacement qui ont été bombardés (depuis le 7 octobre 2023, ndlr) a atteint 241», ajoute la même source.

En outre, l'entité sioniste poursuit sa guerre contre les hôpitaux de Ghaza. Des images satellite examinées par Al Jazeera montrent des véhicules de l'armée israélienne encerclant l'hôpital indonésien dans le nord de la bande de Ghaza, ainsi que l'hôpital al-Awda à Tel al-Zaatar, près de l'hôpital indonésien.

«Les véhicules sont stationnés à 60 et 100 mètres de l'hôpital indonésien, où plusieurs membres du personnel médical, patients et accompagnants sont toujours réfugiés», rapporte Al Jazeera English (AJE). La même source fait état d'autres images qui montrent «un incendie dans l'entrepôt de médicaments de l'hôpital (al-Awda), qui a duré plusieurs jours, avant que les équipes de la Protection civile ne parviennent à se coordonner pour le maîtriser».

De son côté, Aseel Baidoun, directrice adjointe du plaidoyer et des campagnes de l'organisation britannique Medical Aid for Palestinians, affirme que «Israël a effectivement démantelé le système de santé de Ghaza».

«90% des 531 points de soins de santé de Ghaza sont totalement hors service, et plus de 1.400 professionnels de santé ont été tués», a-t-elle déclaré à Al Jazeera depuis Ramallah, en Cisjordanie occupée.

L'intervenante a évoqué le bombardement, vendredi, du domicile du couple de médecins al-Najjar à

Khan Younes qui a fait 9 martyrs parmi leurs 10 enfants, affirmant que ces attaques «ne sont pas des incidents isolés». «Ils violent le droit international humanitaire et s'inscrivent dans le cadre du démantèlement systématique du système de santé de Ghaza, déjà fragile avant octobre 2023», a ajouté Mme Baidoun.

LE SILENCE FACE
AUX MASSACRES
D'ISRAËL À GHAZA VAUT
UNE COMPLICITÉ

Le ministre espagnol des Affaires étrangères, José Manuel Albares, a déclaré dimanche à Madrid, lors de la réunion ministérielle du Groupe élargi de Madrid sur la «mise en œuvre de la solution à deux États», que «le silence concernant les meurtres continus de civils palestiniens innocents par Israël, constitue une complicité», rapporte l'agence palestinienne Wafa.

«Notre objectif est le même : mettre fin à cette guerre inhumaine. Israël continue de tuer des civils innocents, et le silence sur cette question est une complicité», affirme le MAE espagnol.

Albares a mis l'accent sur «la nécessité pour l'Union européenne de suspendre immédiatement son accord de partenariat avec Israël et de mettre en œuvre un embargo sur les armes plus efficace», appelant «tous les États membres de l'ONU à élever la voix contre le fait qu'Israël empêche l'aide humanitaire d'atteindre Ghaza», ajoute Wafa.

«Nous exigeons l'ouverture des points de passage et l'entrée de l'aide humanitaire à Ghaza. Nous adhérons à la solution à deux États et rejetons le déplacement des Palestiniens. La guerre doit cesser et Ghaza ne doit pas être transformée en cimetière», a ajouté Albares.

L'IRLANDE VA STOPPER
LE COMMERCE AVEC
L'ENTITÉ SIONISTE

«L'Irlande s'apprête à interdire le commerce avec les entreprises israéliennes dans les territoires palestiniens occupés», a rapporté hier le Financial Times.

Selon le journal, le gouvernement irlandais présentera cette semaine un «projet de loi visant à interdire le commerce de biens avec les entreprises israéliennes dans les territoires palestiniens occupés, devenant ainsi le premier pays de l'UE à prendre une telle mesure».

«Il est clair que des crimes de guerre sont commis, que des enfants souffrent de la faim et que la nourriture est utilisée comme arme de guerre», a déclaré Harris au Financial Times, estimant que «le monde n'a pas fait assez et nous devons agir».

ANALYSE

Mustapha Aggoun

A propos de la
visite de terrain

La visite d'un responsable sur le terrain, loin de se réduire à un simple rituel protocolaire,

s'inscrit comme une forme de travail bien établie dans les pratiques administratives et techniques, visant à assurer un suivi direct et une supervision concrète du développement local.

Elle permet de constater l'état réel d'avancement des projets, d'identifier les blocages éventuels, de remobiliser les équipes et de relancer certaines dynamiques en sommeil. Certaines façons d'aborder cet exercice soulèvent des interrogations de fond. Il arrive que ces visites donnent lieu à des scènes de reproches publics, où chefs de projets, responsables exécutifs ou entrepreneurs se retrouvent interpellés comme s'ils portaient, à eux seuls, la responsabilité entière d'un retard ou d'un dysfonctionnement. Pourtant, tout projet repose sur une chaîne d'acteurs de services techniques, structures de contrôle, instances élues, directions exécutives qui assurent théoriquement un suivi permanent. Ce qui étonne alors, c'est que lors de ces visites, les représentants mêmes de ces structures censées garantir le bon déroulement des projets sont bien présents, aux côtés du responsable en tournée, alors qu'en principe, ils devraient déjà être au fait de la situation, disposer de rapports clairs, d'indicateurs fiables, et pouvoir alerter bien

en amont en cas de dérive. Cette coïncidence entre la découverte du problème et la présence de ceux qui auraient dû le prévenir interroge la nature même du suivi tel qu'il est pratiqué. Elle ne traduit pas nécessairement une défaillance de l'institution, mais révèle une méthode de travail encore trop marquée par l'attente de l'événement déclencheur plutôt que par une régularité méthodique dans l'observation, l'analyse et l'ajustement. En centrant la réaction sur un individu montré du doigt à l'instant T, on donne une image d'autorité, mais on fragilise le processus collectif d'amélioration. Ce type d'approche peut instaurer une culture de l'appréhension, incitant les gestionnaires à camoufler les problèmes plutôt qu'à les résoudre. Pour être pleinement efficace, la visite sur le terrain devrait être conçue comme un espace de dialogue, de vérification partagée et de correction coordonnée, et non comme un moment de sanction spectaculaire. Il ne s'agit pas ici de mettre en cause les institutions ou les volontés, mais d'interroger une manière de faire encore trop attachée à la mise en scène de l'action, au détriment de la logique structurelle du progrès. Une approche plus continue, coopérative et anticipatrice contribuerait sans doute à renforcer la qualité de l'action publique, la fiabilité des projets, et la sérénité des acteurs qui y prennent part.

Banque algérienne en Mauritanie
Une troisième agence sera
ouverte en juin

La banque algérienne en Mauritanie (Algerian Union Bank-AUB) poursuit son programme de déploiement et s'apprête à ouvrir, en juin prochain, à Zouerate, sa troisième agence, a indiqué son directeur commercial, Mohamed Zerrouki.

"Notre troisième agence ouvrira ses portes au cours du mois de juin prochain et sera implantée à Zouerate (à quelque 700 km au nord-est de la capitale Nouakchott), a-t-il déclaré à l'APS.

Plus tard, ajoute M. Zerrouki, "d'autres agences seront ouvertes aussi à Nouakchott et au niveau des régions les plus actives de ce pays".

Opérant actuellement via deux agences (à Nouakchott et Nouadhibou), cette banque qui a entamé ses activités fin 2023, compte lancer cette année le financement aussi bien des opérations d'exportation de l'Algérie vers la Mauritanie, mais aussi des projets d'investissement contribuant à booster la coopération économique entre les deux pays.

"Nos objectifs pour 2025 consistent à entamer les activités de financement et accélérer le rythme en termes de traitement des opérations avec l'international, accompagner nos clients dans la mise en relation avec des opérateurs algériens", indique le même responsable.

En effet, l'AUB se penche actuellement sur l'examen du financement de plusieurs "projets intéressants" promus par des opérateurs économiques algériens et mauritaniens, selon le même responsable, précisant que les critères requis par la banque sont "la viabilité et la rentabilité des projets qui doivent également soutenir l'effort du renforcement de la coopération économique algéro-mauritanienne".

M. Zerrouki a relevé, dans ce contexte, que l'année 2024 a été celle de la mise en place de l'organisation, des procédures et des différents modules du système d'information, parallèlement à l'étude du marché mauritanien et ses spécificités.

Avec des potentialités économiques importantes, notamment dans le domaine minier, halieutique, mais aussi en énergie avec un secteur commercial dynamique, la Mauritanie constitue pour l'Algérie "une porte d'entrée vers les pays de l'Afrique de l'Ouest et peut constituer un tremplin pour l'export des produits algériens", note M. Zerrouki.

Dotée d'un capital social de 50 millions de dollars, l'AUB a comme actionnaires quatre banques publiques: le CPA avec une part de 40%, la BNA, la BEA et la BADR avec 20% chacune.

Les relations économiques entre l'Algérie et la Mauritanie connaissent ces dernières années

une dynamique remarquable qui s'est traduite par une intensification des échanges dans tous les secteurs d'activité, la signature de nombreux accords de coopération et de partenariat, mais aussi par la concrétisation de nombreux projets.

Il s'agit essentiellement du lancement, en travaux, du projet de la route Tindouf-Zouerate (840 km) dont les études techniques ont été pris en charge et effectuées par des bureaux d'études algériens et qui aura un impact très significatif sur les relations économiques et commerciales entre les deux pays voisins.

S'exprimant, d'autre part, sur l'exposition des produits algériens dans la capitale mauritanienne, qui se tient du 22 au 28 mai, le directeur commercial de l'AUB a relevé l'apport d'une telle manifestation économique pour intensifier les échanges commerciaux entre les deux pays, en renforçant les exportations nationales hors hydrocarbures.

"Nous avons participé à l'édition précédente de l'exposition comme pour cette année.

Un intérêt particulier a été ressenti pour les produits algériens l'année dernière et notre rôle est de contribuer à fluidifier les échanges entre nos deux pays et mettre en valeur le savoir-faire des entreprises algériennes", a-t-il souligné à ce propos.

Le Quotidien
D'ORAN

Edition Nationale d'Information
Editée par la SPA
ORAN - PRESSE
au Capital de 195.923.000,00 DA

Président
Directeur Général
Directeur
de la Publication
Mohamed Abdou
BENABBOU

Direction - Administration
Rédaction
63, Ave de l'ANP - Oran
B.P.N°110 - Oran
Tél. 041.23.25.22
23.25.23 / 23.25.24
23.25.69 / 23.25.84 / 23.26.15

Fax Pub: 041.23.25.21
Fax et Rédaction: 041.23.25.20
Imp.: Oran : imprimerie
"Le Quotidien d'Oran"
Alger : imprimerie "Le Quotidien d'Oran"
Constantine : S.I.E.

INTERNET: <http://www.lequotidien-oran.com>
E-mail : infos@lequotidien-oran.com
publicite@lequotidien-oran.com
admin@lequotidien-oran.com
lequotidiendoran@yahoo.fr

Diffusion : Ouest et Centre : SDPO - Est: SO.DI. PRESSE

«Pour votre Publicité s'adresser à : l'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité» - Agence ANEP 01, Avenue Pasteur - Alger - Téléphone : 020.05.20.91 / 020.05.10.42 - Fax : 020.05.11.48 / 020.05.13.45 / 020.05.13.77
E-mail : agence.regie@anep.com.dz / programmation.regie@anep.com.dz / agence.oran@anep.com.dz / agence.annaba@anep.com.dz / agence.ouargla@anep.com.dz / agence.constantine@anep.com.dz

Présidentielle du 7 septembre 2024
**Neghza, Sahli et Hammadi
condamnés à 10 ans
de prison**

A. Z.

Le pôle économique et financier du tribunal de Sidi M'hamed d'Alger a prononcé hier lundi 26 mai de lourdes peines à l'encontre de trois anciens candidats à la présidence du 7 septembre 2024, Saïda Neghza, Belkacem Sahli et Abdelhakim Hammadi, sur fond de lourd dossier de corruption. Le tribunal a condamné la femme d'affaires Saïda Neghza, le chef du parti l'Alliance républicaine nationale, Belkacem Sahli, et le militant politique Abdelhakim Hammadi à 10 ans de prison et à une amende d'un million de dinars algériens, contre chacun des accusés.

Le tribunal a également prononcé des peines allant de 6 à 8 ans de prison contre les fils de Neghza, alors que les peines prononcées par le juge contre le reste des accusés, des élus locaux, des membres de la CGEA, des proches de Neghza et plusieurs citoyens impliqués dans le

BEM et BAC
Les consignes du ministère
de l'Éducation

M. Aziza

Le ministère de l'Éducation continue, à quelques jours du début des épreuves du Brevet d'enseignement moyen (BEM) et du Baccalauréat, de sensibiliser et de rassurer les candidats, notamment aux risques liés aux réseaux sociaux.

A travers une vidéo de sensibilisation et d'orientation à l'adresse des candidats sur sa page Facebook, le ministère a appelé les candidats à se concentrer sur les épreuves. Et d'éviter surtout la confusion, l'anxiété et les rumeurs provenant des réseaux sociaux. Et de les appeler également à garder confiance, étant la première étape de la réussite et de ne pas céder à la pression.

Pour une meilleure préparation notamment morale, le ministère de l'Éducation a invité les candidats à faire une visite au préalable, à leur centre d'examen.

Les responsables du département de l'Éducation ont également souligné, à travers ce spot la nécessité pour les candidats d'avoir leur convocation pour la présenter avec la

même dossier, allaient de l'acquittement à 5, 6 et 8 ans de prison. Les accusés étaient poursuivis sous les griefs de « trafic d'influence », d'«abus de confiance», des «détournements de fonds» et des «atteintes aux règles de transparence financière dans le cadre de leurs activités politiques et professionnelles».

Pour rappel, le procureur de la République a requis, jeudi 8 mai, une peine de 10 ans de prison ferme, assortie d'une amende d'un million de dinars algériens, à l'encontre des trois principaux accusés dans cette affaire, en l'occurrence Neghza, Sahli et Hammadi, et des peine allant de 5 à 8 ans de prison contre les autres accusés, ainsi que la confiscation de tous les biens saisis dans le cadre de l'enquête, dont des comptes bancaires, des véhicules, ainsi que des propriétés immobilières et la confirmation du mandat d'arrêt international émis contre le deuxième fils de Saïda Neghza, actuellement en fuite à l'étranger.

carte nationale d'identité, à l'entrée du centre. Et de ne pas s'inquiéter en cas de perte, car la procédure de récupération du document est valable jusqu'à la fin de l'examen sur le site Internet de l'Office national des Examens et des Concours (l'ONEC). Le ministère de l'Éducation nationale a exhorté, en outre, les candidats « à arriver tôt au centre d'examen et à suivre les orientations contenues dans la convocation et à exploiter tout le temps imparti pour répondre, en évitant tout comportement pouvant perturber les autres ».

S'agissant des mécanismes de soutien psychologique destinés aux candidats, le ministère a affirmé qu'en coordination avec les services du ministère de la Santé « des psychologues ont été mobilisés à travers tous les centres d'examen pour accompagner les élèves et leur permettre de passer leurs examens loin de toute pression psychologique ».

L'examen du BEM est prévu du 1^{er} au 3 juin, et les épreuves du Baccalauréat du 15 au 19 juin 2025.

Education

Le projet de loi relatif à l'abaissement de l'âge de retraite devant l'APN

Le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, M. Fayçal Bentalieb, a présenté, lundi devant les membres de l'Assemblée populaire nationale (APN), le projet de loi relatif à l'abaissement de l'âge de la retraite dans le secteur de l'éducation. Lors d'une séance plénière présidée par le vice-président de l'APN, M. Ahcene Hani, en présence de la ministre des Relations avec le Parlement, Mme Kaouter Krikou, M. Bentalieb a précisé que le projet de loi complétant la loi 83-12 du 2 juillet 1983 relative à la retraite intervenait en application des instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, en reconnaissance des efforts déployés par les enseignants et les cadres du secteur de l'éducation dans la formation des générations.

Il s'agit, à travers ce projet de loi,

de «permettre aux enseignants des trois cycles (primaire, moyen et secondaire), aux corps d'inspection et aux directeurs d'établissements éducatifs relevant du secteur de bénéficier, à leur demande, d'un départ à la retraite avant l'âge légal», a expliqué le ministre.

«Les concernés auront ainsi la liberté de continuer à travailler ou de partir à la retraite, dans un cadre de responsabilité et de flexibilité, en parfaite adéquation avec la spécificité de la noble profession d'enseignant et son rôle fondamental dans l'édification de la société», a affirmé M. Bentaieb, rappelant que l'Etat «a fait de l'éducation l'un des piliers du développement global».

Ce projet de loi prévoit un abaissement de l'âge de la retraite à 57 ans pour les hommes et à 52 ans pour les femmes.

Tebboune décerne la médaille «Athir» à Salah Goudjil



Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, récipiendaire de la médaille «Sadr» de l'Ordre du mérite national, a décerné, dimanche, la médaille de l'Ordre du mérite national au rang «Athir» au moudjahid Salah Goudjil.

Le moudjahid Salah Goudjil a été décoré de cette médaille lors d'une cérémonie organisée au Palais du Peuple (Alger), en présence du président du Conseil de la nation, M. Azouz Nasri, du président de l'Assemblée populaire nationale (APN), M. Brahimi Boughali, du président de la Cour constitutionnelle, M. Omar Belhadji, du Premier ministre, M.

Tebboune préside une réunion consacrée à la réactivation du service du Guichet unique

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a présidé lundi, une réunion de travail consacrée à la réactivation du service du Guichet unique.

Nadir Larbaoui, du ministre délégué auprès du ministre de la Défense nationale, Chef d'Etat-Major de l'Armée nationale populaire, le Général d'Armée Saïd Chanegriha, du directeur de Cabinet à la Présidence de la République, M. Boualem Boualem, ainsi que des membres du Gouvernement, des personnalités nationales et des moudjahidine.

En vertu du décret présidentiel n° 25-139 du 23 Dhou El Kaâda 1446, correspondant au 21 mai 2025, le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, récipiendaire de la médaille «Sad» de l'Ordre du mérite national, a décerné cette médaille au Moudjahid Salah Goudjil, qui est de la génération de novembre et l'un des compagnons de ceux qui ont déclenché la glorieuse Révolution de libération.

A travers la distinction de ce moudjahid, le président de la République honore toute la génération de Novembre, ceux qui ont donné leur vie pour la patrie et

ceux ayant vécu l'indépendance
et l'édification de l'Etat-Nation.

Cette distinction honorifique du moudjahid Salah Goudjil intervient au terme de sa carrière professionnelle après avoir occupé le poste de président du Conseil de la nation, cette prestigieuse institution constitutionnelle, qu'il a remarquablement servie avec compétence et intégrité, constitue une reconnaissance de la part du président de la République de l'engagement de cette personnalité nationale dans la lutte de libération nationale et dans la bataille de l'édification et de la construction. M. Goudjil a, en outre, reçu l'attestation du décret présidentiel signée par le président de la République.

Au terme de cette cérémonie, le président de la République a rencontré un groupe de Moudjahidine et de Moudjahidate, notamment Mme Drifa Ben M'hidi, sœur du Cahid-symbole Larbi Ben M'hidi, ainsi que la Moudjahida Djamilia Boupacha.

**Raïna =
aïkoun**
El-Houari Dilmi

La France et la roulette russe !

La France macroniste ne se rend pas compte qu'elle joue avec le feu. Surtout quand il s'agit d'un pays qui a pour

nom l'Algérie. Multipliant les provocations et autres coups en dessous de la ceinture, l'ancienne puissance coloniale continue de nourrir des desseins revanchards... à se faire harakiri. La crise, qui n'est pas loin du point de rupture, a débordé sur le terrain de la délivrance des visas et la mobilité entre les deux pays, avant l'autre « coup fourré », celui de « l'affaire » des deux navires de Sonatrach au port de Marseille. Même la communauté algérienne établie en France est dans le collimateur des sbires de Retailleau. Contrairement aux harkis d'hier et d'aujourd'hui, qui attendent la délivrance de la mort pour fuir la honte qui habite leurs nuits. L'on se souvient encore de ces deux Algériennes expatriées en France qui ont été condamnées par la justice

**nce et
te russe !**

pour avoir accusé sur Facebook les harkis de «traîtres et de collabos». Pourtant, «harki», «traître» et «collabo» c'est du pareil au même, comme un pléonasme ! Les médias hexagonaux qui se sont emparés de la «belle affaire» se sont émus des «graves accusations» portées par les deux Algériennes. Le «corps constitué» des harkis a obtenu gain de cause et les deux Algériennes condamnées pour le délit de «diffamation», car ils font référence à «des actes de collaboration avec l'Allemagne ou à la guerre d'Algérie ; traître est une notion diffamante», selon la jurisprudence de la Cour de cassation. Eh bien, on le dit et le redit encore aujourd'hui : les harkis sont des traîtres, et les harkis ont tué des Algériens. On se souvient aussi que l'actuel locataire de l'Élysée avait demandé «pardon» aux harkis, un simple geste de mémoire, discutable car bâti sur une lecture instrumentale du phénomène supplétif !

CNAS Plus de 650 milliards de DA de dépenses par an

«Les dépenses de la Caisse nationale des Assurances sociales (CNAS) s'élèvent à environ 650 milliards de dinars annuellement, pour couvrir les besoins d'environ 30 millions de bénéficiaires du système de Sécurité sociale en Algérie», a indiqué, hier lundi, le directeur des prestations à la CNAS, Abdelhafid Djeghri.

El-Houari Dilmi

Intervenant sur les ondes de la Radio nationale, le directeur central des prestations à la CNAS, a estimé que ce chiffre «reflète l'ampleur des défis liés au financement de ce vaste système». La décision de lancer le service de mise à jour de la carte Chifa depuis les officines pharmaceutiques «s'inscrit dans le cadre de l'amélioration des prestations et de la facilitation de la procédure pour les assurés, dont le nombre est estimé à 7 millions de salariés», a expliqué l'intervenant, ajoutant que «l'ancienne procédure exigeait que l'assuré mette à jour sa carte annuellement au début du mois d'avril, ce qui exerçait une grande pression sur le personnel de la CNAS et nécessitait la mobilisation d'énormes moyens humains et techniques», a-t-il souligné. «La nouvelle procédure vise à faciliter la vie des assurés et à les soulager des longues files d'attente, cela en application de la nouvelle politique de la Caisse visant à numériser et à moderniser les prestations», a encore expliqué l'invité de la Radio.

Le même responsable a indiqué dans ce même contexte que le nombre de pharmacies conventionnées avec la Caisse «a dépassé les 13.000 pharmacies, qui fonctionnent sous le

système du tiers payant, assurant une couverture médicale régulière, notamment pour les patients atteints de maladies chroniques», précisant au passage que le contrat «sera élargi aux établissements spécialisés tels que la chirurgie cardiovasculaire, l'hémodialyse et le transport sanitaire».

ARRÊT DES TRANSFERTS MÉDICAUX À L'ÉTRANGER

«Dans le but de réduire les dépenses et de promouvoir les compétences locales, le même responsable a annoncé la suspension des transferts des malades à l'étranger, notamment pour les patients cardiopathes, sauf dans de très rares cas», a-t-il encore expliqué, ajoutant que «des conventions ont été signées, avec 50 institutions hospitalières privées et spécialisées dans ce domaine». «En application des instructions du Président Tebboune, les malades du cancer sont totalement pris en charge, y compris les non assurés sociaux», a-t-il précisé. Le directeur des prestations à la CNAS a révélé qu'en 2024, les remboursements des frais médicaux se sont élevés à environ 298 milliards de DA, alors que les indemnités des congés de maladie, des accidents de la circulation, des maladies professionnelles, des

congés de maternité et de l'invalidité dépassent 550 milliards de dinars, outre la contribution du Fonds à hauteur de 150 milliards de dinars supplémentaires dans le financement de la santé publique.

L'hôte de la Radio a également rappelé que la liste des médicaments remboursables fait l'objet d'une révision mensuelle par un comité national multisectoriel, «une liste comprenant plus de 7.500 médicaments de marque locale et plus de 1.600 médicaments internationaux».

Djeghri a souligné que l'amélioration de la qualité des prestations «passe par la numérisation, qui permet de créer une base de données précise des assurés et facilite la lutte contre la fraude et les abus», a-t-il souligné. «L'objectif des mécanismes de contrôle est d'assurer la pérennité du système et non d'exercer une pression sur le citoyen», a-t-il précisé, notant que les organisations internationales préconisent ces mesures pour contrôler l'équilibre financier des systèmes de protection sociale. «Le système de protection sociale en Algérie est l'un des meilleurs au monde, couvrant 90% de la population, alors que les organisations internationales considèrent qu'une couverture de 50% seulement est acceptable», a-t-il conclu.

Reprise des activités de deux navires La flotte maritime renforcée

A. Z.

Le navire algérien «Saoura», navire de la flotte logistique algérienne (porte-conteneurs), rentre en Algérie après avoir subi une opération de maintenance complète en Turquie. Officiellement, le navire en question a repris, dimanche 25 mai, ses activités commerciales, après avoir subi une opération de maintenance complète dans des chantiers de réparation en Turquie, suite à des pannes techniques, indique un communiqué du ministère des Transports. Le navire, réparé selon les normes internationales, sous la supervision de bureaux de classification agréés, a entamé sa première traversée commerciale au départ du port d'Antalya à destination de l'Algérie, a précisé la même source. Cette opération s'inscrit dans le cadre des efforts du ministère des Transports visant à réhabiliter la flotte maritime nationale et à régulariser la situation des navires algériens, conformément aux instructions du ministre du secteur, M. Saïd Sayoud, appelant à l'accélération de la cadence de remise en service des navires à l'arrêt, selon la même source. La reprise des activités du navire «Saoura» constitue une étape «importante» dans le processus de redynamisation de la flotte nationale et d'amélioration de ses performances opérationnelles, renforçant ainsi la présence de l'Algérie dans le domaine du transport maritime commercial, conclut le communiqué.

Un second navire algérien, le «Sedrata», a également repris ses activités maritimes en partance du port belge d'Anvers vers l'Algérie, après avoir rempli l'ensemble des conditions techniques et administratives requises, selon un communiqué du ministère des Transports. Cette

reprise, après un blocage de ce navire durant plus de trois ans au port belge d'Anvers, s'inscrit dans le cadre de la poursuite des efforts de renforcement de la flotte maritime nationale et en application des instructions du ministre des Transports, Saïd Sayoud, visant la régularisation de la situation des navires algériens, précise la même source. Le navire, qui a repris la mer vendredi, avait fait l'objet jeudi dernier d'une inspection technique approfondie menée par l'organisme «Lloyd's Register», qui lui a délivré un certificat de conformité le jour même, avant d'être soumis à un contrôle complet par les autorités portuaires d'Anvers, portant sur ses équipements et leur conformité aux normes internationales en vigueur, précise le communiqué.

UNE NOUVELLE ÉTAPE

Cette opération est l'aboutissement d'une série de réunions de coordination, lors desquelles le ministère des Transports a donné des instructions «précises et un suivi rigoureux», en vue d'accélérer les procédures et de lever les obstacles administratifs et techniques, selon le communiqué. La reprise de l'activité maritime du navire constitue «une nouvelle étape» dans le processus de développement du transport maritime national et de renforcement de sa présence sur la scène internationale, reflétant «une image professionnelle et engagée de l'Algérie dans ce domaine stratégique». Rappelons dans ce sillage que le ministre des Transports Saïd Sayoud a présidé, le 20 mai dernier, une réunion de coordination avec les directeurs des agences commerciales de l'Entreprise nationale du transport maritime des voyageurs (ENTMV), y compris les représentants des agences implantées à

l'étranger, et ce en application des instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, concernant la prise en charge optimale de la communauté algérienne à l'étranger, notamment durant la saison estivale. La rencontre a abordé les différentes préoccupations et problématiques auxquelles font face les agences, notamment celles à l'étranger. En cette occasion, plusieurs mesures urgentes ont été prises pour remédier aux défaillances signalées, selon le communiqué du ministère. M. Sayoud a également mis l'accent sur l'importance de renforcer la flotte maritime nationale par des moyens de transports modernes et équipés, de moderniser et d'entretenir les navires régulièrement afin de garantir leur disponibilité et leur efficacité, en sus de renforcer la liaison maritime entre l'Algérie et les différentes destinations pour répondre aux besoins de la communauté. Dans le cadre de la modernisation du secteur, le ministre a appelé à accélérer la cadence de la numérisation des services au niveau des agences commerciales tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays, en vue de simplifier les procédures et d'optimiser les opérations de réservation et de communication avec les voyageurs, en adoptant des systèmes numériques efficaces qui garantissent la transparence et la précision. Et en vue de renforcer les canaux de communication entre le ministère et les agences commerciales, le ministre a annoncé la mise en place d'une ligne de communication directe réservée aux directeurs d'agences afin de recevoir les préoccupations et les propositions de façon périodique, ce qui contribuera à l'amélioration de la coordination et de l'intervention rapide pour remédier aux différentes problématiques.

Larbaoui reçoit les ambassadeurs de Mauritanie et de Belgique

Le Premier ministre, M. Nadir Larbaoui, a reçu, lundi au Palais du Gouvernement, l'ambassadeur de la République islamique de Mauritanie, M. Sidi Mohamed Mohamed Abdallah, indique un communiqué des services du Premier ministre.

Au cours de cette rencontre, «les deux parties ont salué les liens de fraternité et de solidarité unissant les deux pays frères, tout en passant en revue l'état et les perspectives de la coopération bilatérale, qui connaît une dynamique remarquable dans tous les domaines, grâce aux orientations des dirigeants des deux pays, le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, et son frère, le président de la République islamique de Mauritanie, M. Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani», précise le communiqué.

Les deux parties ont également «abordé les prochaines échéances bilatérales et examiné les progrès réalisés dans la concrétisation des projets et programmes de coopération en place, notamment dans les domaines du développement et des infrastructures, soulignant l'importance du suivi de leur mise en œuvre et de l'accélération du rythme de réalisation, en accord avec la vision stratégique des deux pays pour davantage d'intégra-

tion et de complémentarité bilatérale», selon la même source.

M. Nadir Larbaoui, a reçu, au cours de la même journée, l'ambassadeur du Royaume de Belgique en Algérie, M. Jean Jacques Quairiat, indique un communiqué des Services du Premier ministre.

La rencontre a été «l'occasion de saluer les relations d'amitié et de coopération entre les deux pays et de réaffirmer leur volonté commune de développer les échanges économiques, notamment en encourageant les investissements dans des secteurs vitaux, tels que l'énergie et autres, lesquels occupent une place de choix dans le cadre des efforts de l'Algérie visant à promouvoir et à attirer les investissements étrangers», précise la même source.

Les deux parties ont également examiné «la situation dans la région du Sahel africain et dans les territoires palestiniens occupés, où l'occupation israélienne poursuit sa guerre génocidaire contre le peuple palestinien frère, avec l'expansion du champ de ses opérations militaires dans la bande de Ghaza, face au silence du monde et à l'incapacité de la communauté internationale de prendre des mesures efficaces pour mettre fin à ces crimes», lit-on dans le communiqué.

SAIDAL compte exporter plus de 200 produits pharmaceutiques vers la Mauritanie

Le groupe SAIDAL compte exporter prochainement plus de 200 produits pharmaceutiques vers le marché mauritanien, parallèlement à l'avancement des procédures d'exportation vers huit (8) autres pays, selon un responsable du Groupe public.

Le directeur de l'exportation à SAIDAL, Dr. Atmane Meddad, a précisé dans une déclaration à l'APS, en marge de la participation du groupe à la 7ème édition de la Foire des produits algériens à Nouakchott (du 22 au 28 mai), organisée par le ministère du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, que l'opération d'exportation vers la Mauritanie s'inscrit dans le cadre du contrat de partenariat signé, vendredi dernier, avec l'entreprise «Chinguity Pharma».

Cet accord, fruit d'une année de négociations, constitue un point de départ important pour la distribution des médicaments de SAIDAL en Mauritanie, selon le même responsable qui a indiqué que «l'enregistrement de 220 produits pharmaceutiques auprès des autorités sanitaires mauritaniennes sera bientôt finalisé, en vue de leur distribution sur l'ensemble du territoire mauritanien».

Cette étape sera suivie du lancement d'un partenariat entre SAIDAL et le groupe «Chinguity Pharma» pour la production de médicaments en Mauritanie, d'autant plus que ce dernier dispose d'une usine de production de médicaments en phase avancée de réalisation, qui sera mise en service avec un soutien technique de SAIDAL, ajoute M. Meddad.

La production portera dans un premier temps sur les médicaments les plus couramment utilisés tels que les sirops thérapeutiques et les comprimés, avant de s'élargir à

d'autres types de médicaments notamment ceux destinés au traitement des maladies chroniques comme le diabète et les maladies cardiovasculaires, ainsi qu'aux anticancéreux, soulignant l'importance de la présence de l'Algerian Union Bank (AUB) en Mauritanie pour faciliter la concrétisation de ce projet.

A travers cet investissement sur le marché mauritanien, le Groupe public aspire à accéder aux marchés de l'Afrique de l'Ouest, qui compte près de 300 millions d'habitants, un objectif qui sera concrétisé dans les plus brefs délais grâce à la coopération entre les deux groupes, selon le même responsable.

Cette démarche s'inscrit dans le cadre de la stratégie de SAIDAL visant à s'ouvrir aux marchés africains, au moment où l'entreprise s'oriente vers le développement de la production de matières premières, afin d'accroître ses exportations vers des marchés plus vastes tels que le Moyen-Orient et l'Europe, a-t-il ajouté.

A cet égard, M. Meddad a souligné que le choix du partenaire mauritanien a été mûrement réfléchi, compte tenu de sa présence dans les pays de l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique centrale, à même d'accompagner efficacement SAIDAL dans l'élargissement de sa présence continentale et le renforcement de la position de la production pharmaceutique algérienne sur les marchés africains.

Par ailleurs, le même responsable a révélé que les procédures d'enregistrement des médicaments de SAIDAL ont été lancées dans huit autres pays, dont le Sénégal, l'Éthiopie, le Yémen, la Libye et la Tunisie, en prélude au lancement des premières opérations d'exportation dans un avenir proche.

Israël-Etats-Unis, chronologie d'une alliance sacrée

Première partie : 1948-1958

Il est de notoriété publique que, depuis des décennies, la politique moyen-orientale des Etats-Unis est frappée du sceau de l'appui total, inconditionnel et immuable à Israël. L'alliance entre ces deux Etats a commencé à se tisser à la fin des années cinquante et a fini par devenir une union presque sacrée, que rien ne semble pouvoir troubler. Outre le précieux soutien diplomatique, l'aide financière et logistique accordée à l'entité sioniste sur le plan militaire est considérable.



Par Tahar Benabid*

Après la Seconde Guerre mondiale, entre 1946 et 2024, elle s'élève à 228 milliards de dollars (Source : émission BfmTV du 15 mai 2025) ; une aide jamais égale dans l'histoire. Se pose alors deux questions lancinantes pour le commun des mortels : Pourquoi un tel traitement de faveur et autant de largesses ? En quoi cela peut-il servir les intérêts américains ? De par sa vision et son orientation pragmatique en matière de politique extérieure, le gouvernement américain est, dans son « œuvre de bienfaisance » envers Israël, naturellement mû par des intérêts économiques et géostratégiques au Moyen-Orient. Est-ce la seule raison ou serait-il sensible à des impératifs moraux ? Que nenni ! Il est indéniable que les groupes d'influence juifs jouent un rôle central dans les mécanismes de soutien sans limites et d'obtention des privilèges en question. Il serait prétentieux de penser développer un thème aussi large et complexe dans un article de presse. Il en faut bien plus. Des thèses universitaires, des articles de presse, des enquêtes bien documentées et des ouvrages peuvent être consultés à ce sujet, via internet et autres supports. Néanmoins, nous allons apporter quelques éléments à même d'éclairer, un tant soit peu, le lecteur. Pour ce faire, nous allons, modestement, interroger l'histoire ; d'abord concernant l'alliance Etats-Unis-Israël dans le présent article et sa suite. Nous traiterons du lobbyisme pro-israélien aux USA dans une autre contribution.

Pour rappel, le partage de la Palestine, alors sous mandat britannique, est approuvé le 29 novembre 1947 à l'ONU par le vote de la résolution 181. Le 14 mai 1948, David Ben Gourion proclame la création de l'Etat d'Israël. Dès les premières heures du lendemain, le président des Etats-Unis, Harry S. Truman (mandature : avril 1945-janvier 1953), qui avait déjà en octobre 1946 déclaré publiquement son soutien à la création d'un Etat juif et qui a pesé de tout son poids dans le vote de la résolution 181, décide de reconnaître le nouveau-né. Ce fût plus pour des considérations de politique intérieure que de visées géostratégiques dans la région du Moyen-Orient. Un sondage réalisé en 1948 révèle que 90% des citoyens américains étaient favorables à la création d'un Etat juif. Les raisons en sont multiples, allant de l'empathie envers les juifs persécutés par le nazisme, à de la sympathie pour le sionisme, très actif et influent en Amérique. Soucieuse de préserver ses relations avec les Etats de la région, qui voyaient d'un très mauvais œil l'implantation d'un Etat juif dans leur environnement, l'administration américaine n'envisageait guère à cette époque d'engager une alliance avec Israël. Le secrétaire d'Etat, John Marshall, et ses proches collaborateurs jugeaient qu'une telle posture porterait préjudice à l'in-

fluence et aux intérêts américains dans la région auprès des Etats arabes. Ainsi, les Américains ont adopté, jusqu'à la fin des années cinquante, une politique mesurée. Les premières années de l'existence de l'Etat hébreu, l'aide américaine accordée au gouvernement israélien se chiffre seulement à une soixantaine de millions de dollars par an. En particulier, Washington refuse de vendre des armes à Tel-Aviv. La France, en ces temps alliée stratégique et militaire d'Israël, s'en chargeait. Par ailleurs, dans le contexte de guerre d'influence, les Américains craignaient qu'un rapprochement avec Israël aurait pour conséquences fâcheuses le tissage d'alliances entre l'URSS et les Etats et monarchies arabes. Face à la menace soviétique, Washington adopte la politique de « l'endiguement » (containment politik en anglais). En février 1955 est fondé le Pacte de Bagdad, appelé Traité d'organisation du Moyen-Orient. Il est composé de l'Irak, la Turquie, le Pakistan, l'Iran et le Royaume-Uni, rejoints par les Etats-Unis en 1958. L'Alliance se donne pour but de stopper l'extension du communisme et de l'influence de l'URSS dans la région. Le successeur de Truman, Dwight D. Eisenhower (mandat présidentiel : janvier 1953-janvier 1961) garde la même ligne politique, tout en la renforçant. Sa doctrine consiste à accorder assistance économique et militaire aux pays de la région qui en feraient la demande. Un document, présenté devant le Congrès américain le 5 janvier 1957, précise, je cite : « En vue d'assurer et de protéger l'intégrité territoriale et l'indépendance économique de ces nations (...) contre une agression armée ouverte de toute nation contrôlée par le communisme international ». En clair, il s'agit de rallier aux Etats-Unis, les pays arabes et musulmans de la région, les mettre sous sa coupe, en vue de stopper la progression soviétique. Pendant que les arabes dormaient sur leurs pâles lauriers, les Israéliens aiguisaient leur appétence coloniale expansionniste et s'activaient à s'en donner les moyens. L'implication d'Israël dans des opérations militaires dans la région, notamment l'agression d'un village jordanien en 1953 et la crise du canal de Suez en 1956, ne s'accordaient pas avec la doctrine d'Eisenhower.

Ce qui explique la condamnation rigoureuse desdits événements par les USA auprès de l'ONU. D'ailleurs, c'est sous la pression américaine que l'armée israélienne s'est retirée du Sinaï en mars 1957. La conjoncture internationale des années cinquante était marquée par le recul d'influence des empires coloniaux français et anglais, qui se sont retirés de leurs colonies et dont l'expédition militaire de Suez en 1956 fut un fiasco. Le champ de bataille géostratégique était pour ainsi dire dès lors exclusivement occupé par les deux puissances mondiales que sont les Etats-Unis et l'URSS. Dans un climat de guerre froide, elles se disputent le

ralliement des Etats de la région. Dans le camp américain on compte les Etats membres du pacte de Bagdad de 1955 et l'Arabie saoudite. Les relations diplomatiques entre cette dernière et les Etats-Unis remontent aux années trente ; elles furent scellées en 1951 par un accord d'assistance mutuelle. La Syrie s'allie plutôt étroitement à l'Union Soviétique, auprès de laquelle elle trouve soutien et assistance. L'Egypte de Gamel Abdel Nasser, élu président en juin 1956, mène une politique socialiste et panarabe. Elle s'allia naturellement à l'URSS. En août 1956, Moscou reconnaît la nationalisation du canal de Suez par le président Abdel Nasser et propose même à l'Egypte un appui militaire ; ce qui a, avec l'appui conjugué des Américains, conduit les troupes franco-britanniques à se retirer du canal.

Globalement, l'échiquier politique à la fin des années cinquante se caractérise par la partition des zones d'influence entre Américains et Soviétiques. Les Etats arabes, engagés dans des relations de dépendance, voire de vassalité, vis-à-vis des deux puissances, faisaient figure de faibles nations assistées. Le développement du mouvement panarabe est un autre élément qui a joué dans le changement de politique américaine vis-à-vis d'Israël. Approché par les militaires syriens, Abdel Nasser, leader charismatique du panarabisme, saisit l'occasion pour plaider en faveur de l'Union panarabe. Le premier février 1958 se crée la République Arabe Unie (RAU), qui associe la Syrie et l'Egypte, avec Le Caire comme capitale. Le 22 février, Nasser est porté président de la RAU par référendum. Cette union a été accueillie avec allégresse par la grande majorité des peuples arabes. En Irak, les manifestants demandent le retrait du pacte de Bagdad et l'intégration de leur pays à la RAU. Le Yémen du Nord rejoint le nouvel Etat d'union, mais avec un statut secondaire. La région connaît un remue-ménage sans précédent. Au Liban, des combats éclatent en mai 1958 entre les partisans du président Camille Chamoun, pro-occidental, et les milices nationalistes arabes. L'intervention américaine met fin aux affrontements et à toute possibilité de ralliement du Liban à la RAU. Fatalement, les luttes intestines, les différends politiques et religieux, les rivalités entre Etats, les velléités d'hégémonie de certains pays et autres, ont fini par avoir raison des espoirs des peuples arabes. Ibn Khaldoun avait bien raison de dire : « Les arabes se sont mis d'accord pour ne pas être d'accord ». En tout cas, la RAU n'a produit que déception au sein des peuples arabes ; son échec définitif fut acté par le retrait de la Syrie en septembre 1961. Grande fut l'amertume des populations du monde arabe face à la déconfiture du panarabisme, qui a vite montré ses limites en termes de mobilisation et de fédération des moyens des pays arabes, ô combien importants. Pire encore, il favorisa le rappro-

chement entre les Etats-Unis et Israël. Les Américains voient dans le courant panarabe un concurrent qui viendrait s'ajouter aux Soviétiques ; d'où l'idée d'impliquer Israël, en relations hostiles avec les arabes, pour contre-carrer ce mouvement, du moins pour l'endiguer. En même temps, émerge au sein du jeune Etat d'Israël une armée qui fait preuve de capacités appréciables. En effet, le potentiel militaire israélien s'est avéré particulièrement efficace durant la crise de Suez. Il manifesta à cette occasion des signes de supériorité dans la région, qui s'affirma davantage au fil des années ; ce qui n'a pas manqué de susciter l'intérêt des Américains.

En 1958, la Jordanie est secouée par une coalition de nationalistes arabes jordaniens et palestiniens. Le roi hachémite Hussein sollicite alors l'aide des Américains. Ces derniers, aidés par des troupes israéliennes, interviennent pour rétablir l'ordre dans le royaume. L'implication de militaires israéliens dans cette campagne fut un prélude à un partenariat naissant, tant sur le plan militaire que celui du renseignement. Dans la stratégie politique, le renseignement est incontournable. Les Etats-Unis, à l'instar de tous les Etats, disposent évidemment de puissants services de sécurité extérieure, CIA et autre. Pour plus d'efficacité, la collaboration avec les Israéliens se présente comme une belle opportunité, voire une nécessité. Evidemment, qui mieux que les juifs israéliens pour infiltrer les sociétés et institutions arabes. Les hébreux (ne pas confondre hébreux et juifs d'Occident qui ne sont pour la plupart que des convertis au judaïsme) et les arabes, tous deux sémites, se ressemblent physiquement, se connaissent bien et se mélangent parfaitement. Dans les années vingt, pendant le mandat britannique sur la Palestine, des milices étaient organisées pour défendre les colonies juives contre les arabes. C'est à partir de ces milices que s'est formée en 1920 la Haganah, une organisation paramilitaire juive, noyau de la force de défense d'Israël, ancêtre des forces armées de Tsahal. La Haganah possédait un service de renseignements et de contre-espionnage appelé SHAY, embryon du Mossad (service de renseignements israélien, créé en 1949, chargé du renseignement extérieur et des opérations spéciales en dehors des frontières de l'Etat d'Israël). Au sein du SHAY existait un service chargé de recruter des Palestiniens en vue de lui fournir des renseignements. Les services spéciaux britanniques fournissaient la Haganah en armes et en fonds, en échange d'experts en langues et d'aides à la conduite des opérations. Ainsi, le Mossad, issu du SHAY, avait dès les premières années de sa création une assise et des compétences appréciables dans la région.

Le Mossad est l'un des trois grands services de renseignements israéliens aux côtés du Shin Beth (renseignement intérieur) et de Aman (renseignement militaire). C'est dire que les services de renseignement israéliens sont, dans la perspective de l'alliance qui se profile en cette fin des années cinquante, une carte précieuse pour les Américains dans la compétition géostratégique au Moyen-Orient. L'analyse pragmatique des événements et de la nouvelle donne politique conduit Washington à opérer un changement radical de politique à l'égard d'Israël. En clair, les Américains prennent conscience de la valeur stratégique du jeune Etat sioniste dans une région en ébullition, dont ils ne souhaitent pas perdre le contrôle au profit de leurs concurrents. L'oracle est dit : Israël ne paraît plus gênant pour les desseins de l'Amérique ; il est désormais considéré comme un allié potentiel dans la stratégie d'établissement de l'ordre qu'elle veut imposer au Moyen-Orient, un soutien précieux pour assurer la sécurité et la stabilité des « pays amis de l'Amérique » et un rempart face au panarabisme, mais surtout face aux proches et aux alliés de l'Union Soviétique.

En résumé, les Américains ont ouvert en cette fin des années cinquante la voie à la coopération militaire et stratégique entre Israël et les USA. Elle connaîtra une évolution spectaculaire les années qui suivront. Le processus de développement de l'alliance américano-israélienne au fil des années sera abordé dans les prochains articles, sous le même titre pour différentes périodes.

*Professeur

La liberté académique et la responsabilité intellectuelle en Afrique

Par Boutaleb Kouider*

La liberté académique soulève des enjeux cruciaux dans le contexte africain où les États exercent, en général, un contrôle rigoureux sur les institutions éducatives, limitant l'autonomie intellectuelle et la capacité critique des universitaires. Le problème fondamental résiderait donc dans la tension entre la nécessité de garantir la liberté académique, essentiellement pour l'épanouissement intellectuel, le progrès social et les impératifs politiques de régimes politiques qui perçoivent ces libertés comme des menaces pour leurs autorités.

La liberté académique peut être définie comme le droit pour les enseignants et les chercheurs d'exercer leurs activités sans contraintes externes, permettant ainsi l'exploration et la diffusion des connaissances. Elle repose sur la capacité des universitaires à mener des recherches, à enseigner et à exprimer des opinions sans craindre la censure ou les représailles. Il s'agit donc de l'ensemble de celles dont jouissent les membres d'une communauté académique, que ce soit à titre individuel ou collectif. Elles sont selon Olivier Beaud (2021), « la condition d'exercice du métier d'universitaire ». Cette condition impliquerait la capacité de pouvoir jouir d'au moins trois libertés : la liberté de recherche, la liberté d'enseignement et la liberté d'expression (Beaud, 2021).

La notion de liberté académique renverrait ainsi au principe d'autonomie des universitaires et des chercheurs, vis-à-vis de toutes les formes de pouvoir. Cette autonomie constitue même la clé de voûte de l'exercice de la liberté académique. Il s'agit d'un « ensemble juridique, statutaire, procédural et normatif qui en constitue un pan indispensable ». Cependant, cette liberté académique n'est pas absolue, elle a des limites éthiques et morales objectivement assumées. Cette liberté académique devrait être assumée honnêtement, de manière responsable excluant les dénigrement et les dépassements (le cas du professeur Mohamed Amine Belghit, historien et professeur d'université à Alger, qui fait l'actualité chez nous en Algérie pour ses déclarations controversées à une chaîne de télévision étrangère sur la question amazighe, qui ont suscité une vague d'indignation car considérées comme portant atteinte à l'unité nationale, illustre parfaitement ce postulat).

Se pose en conséquence la question des conditions et moyens requis par l'exercice effectif de cette liberté. Rappelons que c'est pour répondre à toutes ces questions et surtout pour réagir efficacement aux menaces que subit la liberté intellectuelle en Afrique, que des universitaires et chercheurs du continent se sont réunis à Kampala (Ouganda) au début des années 1990 sur invitation du CODESRIA. Les participants (des intellectuels et universitaires africains) au symposium de Kampala sur la Liberté académique et la Responsabilité sociale envisageaient de lutter, non seulement pour leurs droits, mais aussi de contribuer à la

Cette contribution présente une synthèse de la rencontre qui fut organisée sur le thème de la « Liberté académique et la responsabilité intellectuelle en Afrique » par le CODESRIA (Conseil pour le développement de la recherche en sciences sociales en Afrique) du 29 avril au 2 mai 2025, à l'Université de Dar es Salaam (Tanzanie), avec comme objectif, la révision de la Déclaration de Kampala (1990), à laquelle nous avons eu le privilège d'y participer.

lutte des peuples pour leurs droits. Ils ont saisi cette occasion pour « établir des normes et standards » qui gouverneraient l'exercice de la liberté intellectuelle et se rappeler de leur responsabilité sociale en tant qu'intellectuels (CODESRIA, 1990).

En adoptant la Déclaration de Kampala sur la Liberté intellectuelle et la Responsabilité sociale le 29 novembre 1990, les acteurs du monde académique africain, réunis à Kampala (Ouganda) avec le CODESRIA espéraient ainsi, comme il fut souligné dans le texte de la Déclaration, pouvoir en faire le « porte-étendard autour duquel se rallie la communauté intellectuelle africaine afin d'affirmer son autonomie et de s'acquitter de sa responsabilité envers les peuples de l'ensemble du continent ». Cette Déclaration est un cadre panafricain en faveur de la protection de la liberté intellectuelle et académique sur le continent. La Déclaration de Dar es Salaam l'a précédé de seulement quelques mois.

Ces déclarations (de Dar es Salaam et de Kampala) ont été des réponses historiques aux nouvelles orientations du secteur de l'enseignement supérieur et au-delà de la société en général. L'adoption, dans les années 1980, des programmes d'ajustement structurel et leurs conséquences sur le secteur de l'éducation, puis la survenance de pratiques néolibérales dans l'enseignement supérieur ont favorisé un déclin perceptible de la protection des libertés académiques et intellectuelles sur le continent. Il s'agit d'une prolifération sans précédent de nouvelles menaces et, dans le domaine de l'enseignement supérieur en particulier, à une subversion active de la liberté académique et de l'autonomie institutionnelle, tant par l'État que par les universitaires eux-mêmes. Nombre de ces nouvelles menaces proviennent du renforcement des cultures néolibérales dans les sociétés et les institutions, alimenté en partie par une crise économique qui s'aggravait (le cas de l'Algérie étant emblématique, 1986) et qui érodait les conditions matérielles des intellectuels, travailleurs de l'université et étudiants compris. Ces changements dus à la philosophie néolibérale dominante ont de manière significative réorganisé les conditions de travail des universitaires et considérablement bridé les libertés académiques et intellectuelles.

Il s'agit d'un profond changement de paradigme dans la perception de la mission de l'université au sein de la société. Aux responsabilités de formation et de recherche qui lui sont historiquement reconnues, l'université se voit dotée d'une nouvelle mission d'excellence et de professionnalisation de la formation. Ce modèle se voit contraignant pour les enseignants. Il les soumet aux pressions de la compétition et aux indicateurs d'évaluation, et limite leurs libertés académiques en orientant la formation et la recherche vers un savoir

utilitariste aux résultats immédiats. L'université se voit ainsi confrontée à ces nouvelles orientations loin de ses principes fondateurs. La tendance à la professionnalisation des formations et la fragmentation des enseignements dans le but de la spécialisation est d'autant plus à l'antipode de la mission de l'université comme lieu de développement d'une science savante et de l'esprit critique nécessaires pour assurer le rôle social de l'enseignement supérieur. Après plus d'une trentaine d'années, le CODESRIA s'est proposé de dresser un état des lieux de ce qu'il considère lui-même comme un « cadre panafricain de protection de la liberté intellectuelle et académique sur le continent ». Il ambitionne du même coup de réviser la dynamique de l'enseignement supérieur en Afrique en renforçant des garde-fous de la liberté intellectuelle et académique, ou plus simplement, à s'attaquer au déclin devenu perceptible de la protection des libertés académiques et intellectuelles à l'échelle du continent africain. Il est apparu important, pour le CODESRIA, de réexaminer les instruments existants de protection de la liberté intellectuelle, tels que la Déclaration de Kampala, d'évaluer leur efficacité et d'établir de nouveaux mécanismes de suivi de l'état de ces libertés en Afrique.

Dans cet examen, une attention particulière a été accordée aux lacunes qui ont émergé des faiblesses du projet initial des Déclarations de Dar es Salaam et de Kampala, et les évolutions plus récentes dans le secteur de l'enseignement supérieur. Ce qui a appelé à repenser et à réviser les Déclarations (de Dar es Salaam et de Kampala), non seulement dans le secteur de l'enseignement supérieur, afin d'encadrer et recadrer la question de la liberté académique et intellectuelle, mais également dans le fonctionnement de l'État et de l'économie. Cette rencontre a mobilisé une réflexion qui situe la liberté académique et intellectuelle dans le contexte sociétal plus large, en soulignant le rôle clé du monde universitaire dans la réalisation d'un mandat transformateur et développemental ». Cet engagement en faveur d'un programme transformateur a réaffirmé le double mandat de la Déclaration qui met en évidence, à la fois, les droits et les responsabilités de l'intellectuel.

Il a été décidé, au cours de cette conférence, notamment par un conseil composé d'imminents intellectuels africains ayant tous exercé des responsabilités au sein du CODESRIA notamment en qualité des secrétaires exécutifs, comme c'est le cas pour Adebayo Olesoschi, Godwin R. Murunga, ou contribué à son développement comme c'est le cas, entre autres, pour Penda Mbow et Issa G. Shivji, un grand penseur tanzanien, auquel fut confiée la tâche de présenter le contenu de l'annexe au cours de la séance plénière de

clôture de la conférence, de ne pas changer le contenu de la Déclaration de Kampala qui est un document historique et qui doit le demeurer en tant que tel, mais d'y adjoindre une annexe qui ne modifiera pas la déclaration de Kampala donc, mais seulement de l'actualiser en prenant en considération les changements qui sont apparus depuis les années 1990, en lien avec la liberté intellectuelle et l'émancipation des couches populaires, ceci après avoir demandé à tous les participants à la rencontre d'émettre des suggestions sur ce qu'il y a lieu d'introduire comme nouveauté dans cette annexe sur l'ensemble des articles de la Déclaration de Kampala. Cette annexe souligne dans son préambule que « La crise internationale contemporaine du système capitaliste et ses retombées sur le continent africain ont mis à nu les échecs d'un ordre impérialiste qui a historiquement sous-développé l'Afrique. Aujourd'hui, dans sa phase de financiarisation spéculative, l'impérialisme capitaliste a non seulement reproduit les anciens problèmes, mais il a également donné naissance à certaines des idéologies les plus atroces et inhumaines qui soient : la xénophobie, le génocide et le sexisme.

C'est dans ce contexte que s'inscrit l'annexe de Dar es Salaam 2025 à la Déclaration de Kampala de 1990 et son accent sur la responsabilité sociale des intellectuels à une époque où la citoyenneté, l'inclusion et la solidarité humaine sont généralement remises en cause ». Il est aussi souligné que la Déclaration de Kampala de 1990 et l'annexe de Dar es Salaam de 2025 devraient être considérées comme fixant des normes de liberté et de responsabilité intellectuelles que les intellectuels africains devraient aspirer à atteindre et pour lesquelles ils devraient lutter sur leurs lieux de travail et dans leurs professions respectives. Ne pouvant reproduire tout le contenu de cette annexe, voici seulement quelques exemples, à titre illustratif, sur différents articles des 9 chapitres de la Déclaration de Kampala.

Chapitre A1: La participation aux luttes populaires

Article A1: Chaque communauté intellectuelle africaine a la responsabilité de relier ses luttes pour la liberté à celles des peuples pour la liberté, la justice sociale, la dignité humaine et l'émancipation humaine.

Chapitre A2: Les intellectuels dans la production et la reproduction des hégémonies

Article A10: Il incombe à tout intellectuel africain de s'abstenir de participer à la production, à la reproduction et à la promotion des hégémonies élitistes et des discours sociaux préjudiciables.

Chapitre A3: Récupération du savoir en tant que bien commun et protection de l'espace public.

Article A20 : Il incombe à tous les intellectuels africains de participer pleinement à la lutte contre la privatisation des biens publics et des

ressources nationales vitales, et de rétablir-idéologiquement, culturellement et pratiquement le rôle primordial que les biens publics et les ressources communes jouent dans la vie, les moyens de subsistance et la reproduction des sociétés africaines.

Chapitre A4: Savoirs africains

Article A23: Il incombe aux intellectuels africains de rechercher, d'étudier, de se réapproprier et de développer de manière critique les connaissances, les épistémologies et les langues africaines. Les intellectuels africains doivent s'efforcer de faire des langues africaines largement parlées le support de l'enseignement dans les établissements éducatifs à tous les niveaux.

Chapitre A5: Domination des bailleurs de fonds

Article A27: Les intellectuels africains ont l'obligation d'être attentifs à l'ingérence des donateurs et autres bailleurs de fonds dans la recherche et la production de connaissances et de la contester. Le financement de la recherche assorti de conditions politiques et autres ne doit pas être accepté s'il compromet l'autonomie de la recherche, l'intégrité intellectuelle, les points de vue politiques et la prise de décision souveraine des Africains.

Chapitre A6: Relations avec les autres communautés intellectuelles

Article A30: Les universités africaines doivent établir des liens et des échanges réciproques avec les intellectuels non universitaires opérant dans divers domaines, tels que les médias, la politique, les arts et la culture, le secteur non gouvernemental et le secteur privé.

Chapitre A7: Discrimination et autres types de préjugés

Article A32: Il incombe aux intellectuels africains de lutter contre la discrimination basée sur le sexe, les agressions sexuelles verbales, psychologiques et physiques et la violence structurelle à l'égard des femmes et des filles.

Chapitre A8 : Application aux universités privées et autres établissements similaires

Article A36: Les dispositions de la Déclaration de Kampala 1990 et de l'Annexe de Dar es Salaam 2025 sur les libertés et les responsabilités s'appliquent également aux universités privées, aux groupes de réflexion, aux organismes de recherche, aux organisations non gouvernementales et aux institutions de même nature en dehors des universités.

Chapitre A9: Obligations des établissements d'enseignement supérieur et des établissements similaires

Article A38: Les établissements d'enseignement supérieur, publics et privés, et les autres établissements de même nature ont l'obligation de respecter les dispositions de la Déclaration de Kampala de 1990 et de l'Annexe de Dar es Salaam de 2025.

Pour une vue d'ensemble voir le site web du Codesria

*Dr. Université de Tlemcen

Blida

De nouvelles installations pour moins de pression sur l'eau

De nouvelles installations de production d'eau potable entreront en service dans la wilaya de Blida avant la fin de l'année 2025, selon la Direction locale des ressources en eau et de l'hydraulique.

Selon le directeur du secteur, Abdelkrim Allouche, la production d'eau potable à Blida sera renforcée avant la fin de l'année, par la réalisation de huit (8) nouveaux forages, et la réhabilitation de 14 autres à travers différentes communes de la wilaya, notamment celles de la partie Est de la région, enregistrant une expansion urbaine due à la création de nouveaux pôles urbains, à l'origine d'une hausse de la consommation de cette ressource vitale. Le responsable a, aussi, cité la réalisation en cours de six (6) installations de stockage, attendues à la mise en service progressive.

Ces nouveaux projets s'ajouteront à 45 forages réceptionnés en 2024 avec une capacité de production globale estimée à près de 27.000 m3/jour, en plus de la réhabilitation de 20 autres, ce qui a permis de récupérer près de 6900 m3 d'eau jour.

En 2024, le secteur a également été renforcé par notamment une station de traitement d'eau potable monobloc au niveau du petit barrage de Hamouda dans la commune de Bougara, dotée d'une capacité de production de 4300 m3/jour, en plus de deux (2) stations de pompage, la 1ère destinée au pôle urbain de Sidi Sarhane, sur

les hauteurs de la nouvelle ville de Bouinane, et la 2ème à la cité Sidi Hammad de Meftah (Est), outre la réhabilitation de 15 autres stations.

Au titre des efforts d'amélioration de l'alimentation en eau potable et de la réduction des fuites d'eau, la direction des ressources en eau de Blida a procédé, l'année dernière, au renouvellement de près de 76.000 mètres linéaires de réseaux d'adduction et de refoulement, près de 29.000 mètres linéaires de conduites de distribution, ainsi que la réhabilitation de près de 20.000 mètres linéaires de réseaux de distribution d'eau potable, selon la même source.

Boumerdès

Plus de 10.000 nouveaux logements raccordés aux réseaux d'énergie

La Société de distribution de l'électricité et du gaz (SONELGAZ-distribution) de Boumerdès a dernièrement entamé le raccordement de 10.264 nouveaux logements à travers 18 communes, aux réseaux d'électricité et de gaz, a-t-on appris, lundi, auprès de cette entreprise.

Ce projet, dont la livraison est prévue durant l'année en cours, s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du programme du groupe Sonelgaz pour l'actuel exercice, visant à raccorder les nouveaux logements à l'énergie et à améliorer la qualité de service, a indiqué le directeur local de la Sonelgaz-distribution, Hamza Sahli.

Le projet porte notamment sur le raccordement de 4769 logements au réseau d'électricité et de 5495 autres au réseau de gaz naturel à travers 18 communes, dont Beni Amrane, Cap Djinet, Baghlia, Sidi Daoud, Issers, Bordj Menail, Zemmouri, Thenia, Corso, Taouerga, Ouled Aissa, Dellys, Afir et Hammadi.

Ces logements se répartissent à raison de 3283 unités de logements publics locatifs (LPL) qui seront raccordées à l'électricité et 2670 autres au gaz naturel, a ajouté le même responsable. A cela s'ajoute le raccordement de 2825 logements promotionnels



aidés (LPA) et logements promotionnels libres (LPL) au gaz naturel et 1486 autres unités (LPA et LPL) à l'électricité.

Les services concernés s'attèlent, à ce titre, à l'installation de 19 km de réseaux de distribution d'électricité de moyenne tension, 39 km de réseaux de basse tension, et 58 transformateurs électriques, outre

la réalisation en cours de plus de 10 km de réseau de distribution de gaz, selon la même source.

"Tous les moyens nécessaires ont été mobilisés pour la mise en service des réseaux de distribution d'électricité et de gaz relatifs aux projets de logements concernés dans les délais impartis", a assuré M. Sahli.

Alger

Plus de 4 kg de cocaïne interceptés

Le service de recherche et d'investigation de Cheraga a procédé, en collaboration avec l'escadron de sécurité routière (ESR) de Zeralda relevant de la Gendarmerie nationale, au démantèlement d'un réseau de trafic de cocaïne dans la wilaya d'Alger et à la saisie de plus de 4 kg de cette drogue dure, a indiqué un communiqué de ce corps.

Dans le cadre de la lutte contre la criminalité, sous toutes ses formes, "le service de recherche et d'investigation de Cheraga a procédé, en coordination avec l'escadron de sécurité routière de Zeralda, au démantèlement d'un réseau de trafic de drogues dures (co-

caïne) dans la wilaya d'Alger", précise la même source.

"Après que des éléments de l'escadron de sécurité routière de Zeralda ont procédé, au niveau d'un point de contrôle sur la voie express de l'Ouest, à l'interception de deux véhicules pour les soumettre à la fouille, le conducteur du premier véhicule a pris la fuite, tandis que le deuxième véhicule a été intercepté", ajoute la même source, soulignant que la fouille du véhicule a permis la découverte de paquets de cocaïne pesant 3,300 kg, outre l'arrestation de deux individus et la saisie du véhicule".

A l'issue de l'enquête et de l'inter-

rogatoire des individus arrêtés, il a été procédé à l'identification du principal suspect, qui est en état de fuite, et à la perquisition de son domicile, où une autre quantité de cocaïne, pesant 850 grammes, une somme d'argent et des morceaux de kif traité ont été retrouvés", note le communiqué. Après parachèvement des procédures légales, "les mis en cause seront présentés devant les juridictions compétentes", conclut le communiqué.

Horaires des prières pour Alger et ses environs

29 dhou el qida 1446				
El Fedjr 03h46	Dohr 12h45	Assar 16h36	Maghreb 20h01	Icha 21h39



Touggourt

Près de 11.000 comprimés psychotropes saisis

K. Assia

Suite à l'exploitation des informations, les éléments de la brigade polyvalente des douanes de Touggourt relevant de la direction régionale des douanes de Ouargla ont réussi en collaboration avec les services de l'ANP à mettre en échec une tentative de contrebande de produits psychotropes.

Une quantité de 10.949 comprimés psychotropes de marque Prégabaline 300 mg a été saisie et deux individus ont été arrêtés, a-t-on appris auprès de Mme Arrous, sous directrice de l'informatique et de la communication à la direction régionale des douanes de Ouargla. Cette quantité de stupéfiants a été découverte lors du con-

trôle d'un véhicule et était soigneusement dissimulée sous la boîte de vitesse et dans la portière droite du véhicule.

Les douaniers et les éléments de l'ANP ont arrêté deux individus et ont saisi le véhicule. Les mis en cause ont été remis aux services compétents et une enquête a été ouverte pour connaître le mode opératoire et la destination finale du produit.

Il y a quelques jours, une autre quantité de 14.885 comprimés psychotropes de marque Prégabaline 300 mg avait été saisie les éléments de la brigade mobile des douanes d'El Oued relevant de la direction régionale des douanes de Ouargla en collaboration avec les services de l'ANP.

Constantine

Le réseau de gaz renforcé

La mise en service de projets de raccordement de 246 habitations au réseau de gaz naturel, réparties sur dix (10) zones rurales relevant de six (6) communes de la wilaya de Constantine, est prévue "dans les tous prochains jours", selon le directeur de la société de distribution d'électricité et de gaz de Constantine, M. Larbi Boukhatem.

Dans une déclaration accordée à l'APS, M. Boukhatem a précisé que sept (7) de ces projets ont d'ores et déjà été achevés, et que seules quelques retouches finales restent à apporter sur les trois (3) autres opérations restantes.

Il a souligné que cette initiative s'inscrit dans le cadre d'un programme destiné à renforcer les infrastructures énergétiques, en particulier dans les zones rurales et les hameaux, avec un financement assuré par le budget de la wilaya et le Fonds de solidarité et de garantie des collectivités locales.

Ces projets seront, selon lui, livrés "dans les prochains jours".

Ces opérations concernent dix localités, parmi lesquelles les villages de Zegrou Larbi, Ben Tazir, Aïn Sekhouna et le regroupement rural Aïn Bensebâa (commune de Hamma Bouziane), le village Ben

Djeddou (Zighoud Youcef), les mechtas de Rebta et Aioun Essaad ainsi que les quartiers El-Salam et Tarik El Mahdjara (Didouche Mourad), en sus de la localité de Bordj Essamar (Constantine) et Aïn El-Hamra au Douar Madi (Beni Hamidène), a-t-on indiqué.

Ces projets ont nécessité, a-t-il poursuivi, la réalisation d'un réseau de distribution de gaz d'une longueur totale de 13,04 kilomètres, pour un coût global dépassant les 27 millions de dinars.

Un investissement destiné à concrétiser le raccordement au gaz naturel des zones isolées, contribuant ainsi à l'amélioration significative du cadre de vie des habitants et à la réduction de leur dépendance aux sources d'énergie traditionnelles.

M. Boukhatem a également fait savoir que la réception de ces projets permettra de hisser le taux de couverture en gaz naturel à des niveaux encore plus élevés.

La wilaya de Constantine affiche d'ores et déjà un taux de couverture du réseau de gaz de plus de 95 %, la plaçant ainsi parmi les wilayas les plus avancées du pays en matière de généralisation de l'accès à cette énergie.

Mila

Plus de 22.000 bovins vaccinés contre la fièvre aphteuse

Au total, 22.389 bovins ont été vaccinés contre la fièvre aphteuse dans la wilaya de Mila, selon l'inspectrice vétérinaire de wilaya, Lilia Benabderrahmane. Selon cette source, la campagne de vaccination contre cette maladie a débuté fin avril "après réception, par l'inspection vétérinaire, d'un premier lot de 24.000 doses de vaccin distribuées à 69 vétérinaires privés qui ont assuré, jusqu'à la fin de la semaine dernière, la vaccination de 22.389 têtes bovines âgées de plus de deux mois".

L'opération de vaccination se poursuivra jusqu'au début du mois de juillet 2025 pour couvrir environ 60.000 têtes bovines, les doses de vaccin nécessaires devant

être reçues prochainement pour préserver le cheptel de cette maladie, a ajouté la même source.

Parallèlement à cette campagne, s'agissant de la protection du cheptel contre la rage, la direction de wilaya des services agricoles, représentée par l'inspection vétérinaire, a vacciné 21.689 bovins et 589 chiens vivant dans ou à proximité des sites d'élevage et de pâturage, a encore fait savoir Mme Benabderrahmane.

L'inspectrice vétérinaire a également indiqué qu'à l'occasion de la Journée mondiale contre la rage (correspondant au 28 septembre de chaque année), 3.000 chiens et chats ont été vaccinés contre cette maladie dans le cadre d'une campagne qui a touché, en septembre 2024, l'ensemble des communes de la wilaya de Mila.

Préparatifs des examens du BEM et du baccalauréat La dernière ligne droite

J. Boukraa

Dans le cadre des préparatifs aux examens des deux nationaux à savoir le Brevet d'enseignement moyen (BEM) et le baccalauréat - session 2025, une réunion de coordination présidée par le directeur de l'éducation a été tenue avant-hier niveau de la Direction de l'éducation, avec les gestionnaires financiers, consacrée à l'organisation matérielle de ces examens, notamment la restauration. Les différentes étapes de l'opération ont été abordées, de la phase de préparation à la clôture, en insistant sur la nécessité

té d'assurer des repas chauds dans le respect des normes requises et d'une organisation rigoureuse, afin de garantir une prise en charge optimale des candidats et des encadreurs.

A cette occasion, M. le Directeur de l'éducation a donné des instructions fermes quant à l'importance de cette opération, appelant tous les intervenants à faire preuve de responsabilité envers les candidats élèves. Il a insisté sur le respect strict des normes sanitaires et la mise en place des mesures de prévention nécessaires. Enfin, la parole a été donnée aux participants pour exprimer leurs préoccupations et poser leurs ques-

tions, en vue de leur prise en charge dans les meilleurs délais. Etaient présents à cette réunion : le chef du service de la programmation et du suivi, ainsi que les chefs de bureau du service des finances et des moyens. Par ailleurs, il est utile de rappeler qu'entre le brevet (BEM) et le baccalauréat la Direction de l'éducation d'Oran a recensé près de 65.000 élèves inscrits aux examens. 33.525 candidats passeront le BEM du 1^{er} au 3 juin, répartis sur 110 centres, tandis que le baccalauréat, prévu du 15 au 19 juin, regroupera 31.121 candidats dans 99 centres d'examen à travers la wilaya.

Pôle urbain Ahmed Zabana Un nouveau centre d'enfouissement technique pour les déchets inertes

Un nouveau centre d'enfouissement technique (CET) dédié aux déchets inertes a été mis en service au nouveau pôle urbain «Ahmed Zabana», dans la wilaya d'Oran, a-t-on appris du directeur de l'EPIC CET Oran, Rachid Hamneche. Ce centre vient répondre à un besoin croissant en matière de traitement et de gestion des déchets inertes, principalement issus du secteur des travaux publics (BTP), notamment après la saturation de celui d'Aïn El Beida, a-t-il expliqué, ajoutant que la mise en service de ce centre s'inscrit dans une démarche visant à améliorer la gestion des déchets dans la wilaya et réduire les effets néfastes des décharges sauvages. Le nouveau centre sert les 26 communes de la wilaya



et reçoit entre 4.000 et 5.000 tonnes de déchets inertes par jour, selon M. Hamneche, qui a expliqué que l'objectif est d'optimiser le traitement de ce type de déchets tout en respectant les normes environnementales en vigueur. Dans une optique de valorisation et de développement durable, l'EPIC CET Oran a également conclu un partenariat avec l'entreprise spécialisée «Recyclevert», qui récupère et transforme les gravats de béton en matériaux de

construction tels que des clôtures et des revêtements de sol. «Ce partenariat permettra de valoriser le béton inerte, créant ainsi une valeur ajoutée, tout en prolongeant la durée de vie du centre», a souligné M. Hamneche. Ce projet s'inscrit dans les efforts constants des autorités locales pour relever les défis environnementaux et accompagner le développement urbain d'Oran, notamment dans ses nouvelles extensions comme celle du pôle «Ahmed Zabana».

Un dealer écroué et 500 comprimés d'ecstasy saisis

K. Assia

Les éléments de la brigade chargée de la lutte contre le trafic des stupéfiants ont arrêté un dealer pour détention et commercialisation des stupéfiants. Le mis en cause se servait de son domicile pour

stocker le produit prohibé qu'il écoulait à bord de sa moto.

Ainsi et après exploitation de toutes les informations, les enquêteurs sont parvenus après avoir accompli toutes les procédures auprès du tribunal de Fellaoucene à mettre un plan minutieusement étudié afin

de l'arrêter. Les policiers ont trouvé en sa possession une quantité de 500 comprimés psychotropes de drogue dure soit de l'ecstasy. Une moto a été saisie en plus des stupéfiants. Le dealer a été présenté au tribunal et placé sous mandat de dépôt.

Un bus se renverse

Dix personnes blessées à Bousfer

Dix personnes ont été blessées, dont deux en état de choc, dans un accident de la route survenu dimanche soir dans la wilaya d'Oran. Selon les services de la protection civile, l'accident s'est produit à 20h00

au lieu-dit Route de Tonio, dans la commune de Bousfer, daïra de Aïn El Turk. Il s'agit du dérapage d'un minibus de transport de voyageurs. Les secours sont rapidement intervenus sur les lieux. Les blessés ont reçu

les premiers soins sur place avant d'être évacués vers l'hôpital local pour une prise en charge médicale. Une enquête a été ouverte pour déterminer les causes exactes de l'accident.

J. B.

Publicité

**Vend ensemble de rayonnages lourds
(Racking importation) : 12 m de haut /650kg par m².**

Disponible pour un espace de stockage
de l'ordre de 1.300 m². Très bon état.

Contact / mail : norc.activ25@gmail.com

Tel: 0658 54 00 45 / 0675 68.76.97



Assainissement de l'affichage publicitaire La commune d'Oran s'attaque aux panneaux anarchiques

K. Assia

La commune d'Oran semble décidée à donner un grand coup dans la fourmilière de l'affichage publicitaire, indiquent des sources de l'APC d'Oran. Les services compétents visent à assainir l'affichage publicitaire et partant valoriser davantage les sites d'affichage concédés en location à des particuliers ou des entreprises. Selon nos sources des directives ont été données par les responsables de la commune pour lancer une nouvelle opération de démantèlement des panneaux publicitaires et autres plaques signalétiques installés anarchiquement. En effet, les pouvoirs publics insistent ces derniers mois sur la valorisation des biens des communes et une meilleure gestion financière des biens communaux dans l'objectif d'augmenter les revenus et ne pas se contenter des aides et subventions de l'Etat pour arriver à une autosuffisance financière des communes pour alléger la charge sur les caisses de l'Etat. Selon les services de la commune, l'opération concerne à

la fois les grands panneaux et les plaques signalétiques installés anarchiquement sur des poteaux, collés aux murs ou plantés sur les trottoirs. Ces plaques feront l'objet d'un démantèlement. Pour les grands panneaux publicitaires des différents afficheurs, cette opération consistera, dans un premier temps, à apurer les arriérés de redevances et, si besoin est, d'établir des mises en demeure contre les exploitants de ces panneaux, qui refusent de s'acquitter des droits de concession. En parallèle à ces dispositions, des instructions émanant de la wilaya ont été adressées aux communes pour procéder au démantèlement de tous les panneaux installés anarchiquement. Avant l'entame des opérations de démantèlement, des commissions ont été installées pour le recensement de tous les panneaux installés au niveau des communes. Ignorant les lois régissant le créneau publicitaire, certains opérateurs ne se sont jamais acquittés des taxes et droits relatifs à l'utilisation des biens communaux ou de l'espace public. D'autres installent

leurs panneaux dans des endroits qui ne sont pas réservés à cette activité. Toute exploitation d'espace devrait générer de l'argent pour la commune. Le non recouvrement des créances des espaces publicitaires a causé d'énormes préjudices financiers aux communes. Selon les professionnels du secteur, les coûts d'un panneau peut atteindre 150 millions de centimes. L'application des nouvelles dispositions touchera toutes sortes d'exploitation d'espace communal à des fins publicitaires, entre autres, les enseignes commerciales et les petites pancartes des professions libérales ainsi que l'affichage mural. Outre les panneaux publicitaires, nos interlocuteurs signalent que cette opération touchera également les espaces publics cédés à la concession. Des exploitants de ces biens communaux, n'ayant pas respecté le cahier des charges, seront rappelés à l'ordre par les brigades chargées des contrôles. Ainsi et selon les mêmes sources les contrevenants récalcitrants s'exposent à la résiliation de leurs contrats de location et à des amendes.

Direction de la pêche

Sensibilisation sur le respect de la taille marchande dans la pêche de la sardine

La Direction de la pêche et des ressources halieutiques de la wilaya d'Oran a lancé une campagne de sensibilisation destinée aux pêcheurs des ports d'Oran et d'Arzew sur l'importance du respect de la taille commerciale dans la pêche de la sardine, ont indiqué les organisateurs. Cette campagne, organisée en coordination avec la Chambre de la pêche et de l'aquaculture de la wilaya, a débuté il y a quelques jours et se poursuivra tout au long de la saison de pêche de la sardine, qui s'étend de mai à novembre, a précisé le directeur de cette chambre, Abdelbasset Hamri. Il a ajouté que l'objectif est d'attirer l'attention des profes-

sionnels du secteur sur la nécessité de respecter la taille commerciale légale de la sardine, fixée à un minimum de 11 centimètres.

Il a rappelé que cette exigence s'inscrit dans le cadre de l'application des dispositions du décret exécutif N°04-86 du 18 mars 2004, qui fixe les tailles commerciales minimales des ressources biologiques, dont la sardine. Cette initiative s'inscrit dans le cadre des efforts visant à préserver les ressources halieutiques et à promouvoir une pêche durable, selon la direction du secteur, qui a souligné que le non-respect des tailles minimales autorisées compromet le renouvellement naturel des espèces,

notamment la sardine qui constitue une ressource essentielle dans la région. Cela a également des répercussions négatives sur l'écosystème marin et menace la durabilité de l'activité économique dans le secteur de la pêche. Dans le cadre de cette campagne, des rencontres de sensibilisation sont organisées au niveau des ports d'Oran et d'Arzew pour un contact direct avec les pêcheurs. Des explications y sont fournies sur la réglementation en vigueur, ainsi que sur les enjeux environnementaux et économiques liés à la surpêche. Des brochures et supports pédagogiques sur le thème sont également distribués.

CHU d'Oran

Un cycle de formation en post-graduation spécialisé dans les maladies du sein

Un cycle de formation en post-graduation spécialisée dans les maladies du sein a été lancé, dimanche à Oran, au profit de 30 médecins issus de différentes structures hospitalières de l'Ouest du pays. Cette formation est encadrée par la cheffe du service de chirurgie générale du pavillon 14 de l'hôpital universitaire «Dr Benzerdjeb» d'Oran, le Professeur Khadija Belkharoubi, accompagnée de médecins spécialistes du domaine. Elle s'adresse aux médecins généralistes venant de diverses wilayas de l'Ouest du pays et débouchera sur l'obtention d'un certificat d'enseignement supérieur

en pathologie mammaire.

Cette initiative s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie nationale visant à renforcer les compétences des professionnels de santé et à améliorer la qualité des services offerts aux patients, notamment en matière de prévention et de prise en charge du cancer, a souligné le Professeur Belkharoubi lors de l'ouverture de la formation à la Faculté de médecine de l'Université d'Oran 1 «Ahmed Ben Bella». Selon la même responsable, l'objectif de ce programme est de renforcer les compétences cliniques et techniques des médecins en pathologie mammaire, avec

un accent particulier sur le dépistage, le diagnostic précoce et les approches thérapeutiques modernes. L'initiative vise également à former les médecins généralistes exerçant dans les établissements hospitaliers universitaires ou les structures de santé de proximité afin qu'ils puissent détecter plus précocement les maladies du sein, notamment le cancer, et assurer ainsi une prise en charge rapide pour éviter les traitements chirurgicaux lourds. Ce programme de formation s'étalera sur deux semestres et abordera plusieurs axes scientifiques pointus relatifs aux maladies du sein, tels que l'épidémiologie et les facteurs de risque du cancer du sein, la physiologie et les fonctions du sein, l'atrophie kystique fibreuse, les pathologies liées à l'allaitement, les aspects histologiques du cancer du sein, ainsi que les techniques modernes de diagnostic radiologique, dont la mammographie et l'échographie, est-il précisé.

ILS NOUS ONT QUITTES... HIER

MOSBAH Mostefa, 69 ans, Ras El Aïn
LARBI Med, 65 ans, Gdyl
HAMIDA Hacen, 60 ans, Belgaïd
DAHMANI Aïcha, 28 ans, Relizane

Horaires des prières pour Oran et ses environs

29 dhou el qida 1446

El Fedjr	Dohr	Assar	Maghreb	Icha
04h07	13h00	16h50	20h14	21h51



El Bayadh

Le dispositif anti-incendie installé

La Conservation des forêts de la wilaya d'El Bayadh a procédé, récemment, à l'installation d'une colonne mobile de lutte contre les incendies de forêts et des cultures agricoles pour la saison 2025, a-t-on appris auprès de cette instance.



Cette colonne est composée de sept équipes mobiles, dotées de divers équipements d'intervention et des ressources humaines nécessaires. Trois de ces équipes sont déployées dans les oasis de Boussemghoun, Brézina, Arbaouat et Labiodh Sidi Cheikh, afin de protéger les palmiers datiers et divers arbres fruitiers.

Les quatre autres équipes sont réparties dans d'autres zones, notamment au chef-lieu de wilaya, ainsi que dans les zones boisées de Dhraâ Lahmar, Boualem, Stitine, entre autres, précise la même source. Cette colonne poursuivra ses missions jusqu'au 31 octobre

prochain. Dans le cadre du même plan préventif de lutte contre les incendies de forêts, six tours de surveillance ont été mis en place, où des agents de la conservation des forêts y assurent la veille en continue et une intervention rapide, dès le signalement d'un foyer d'incendie, pour la protection du patrimoine forestier et des cultures agricoles.

Ce plan prévoit également, en coordination avec divers partenaires tels que les services de la protection civile, la sécurité et la gendarmerie nationales, ainsi que les communes, l'organisation de campagnes de sensibilisation à l'inten-

tion des citoyens afin d'élever leur niveau de conscience et les inciter à contribuer à la prévention des incendies de forêts et des cultures.

Des exercices de simulation aux divers scénarios d'intervention en cas d'incendie sont également programmés dans l'objectif d'évaluer constamment le niveau de préparation et l'efficacité des ressources humaines mobilisées, indique-t-on.

Pour rappel, la wilaya d'El Bayadh dispose d'une superficie forestière estimée à 122.000 hectares, incluant les plantations du barrage vert, en plus de 240.000 hectares de patrimoine alfavier, selon la même source.

Saïda

La lutte contre la fraude aux examens au menu

Une journée d'étude a été organisée, dimanche au niveau de la Cour de justice de Saïda, sur le thème : « La lutte contre les infractions commises à l'occasion des examens finaux du Brevet de l'enseignement moyen (BEM) et du Baccalauréat ».

Le Procureur général près la Cour de Saïda, Smail Kaddidir, a souligné que les dispositions légales contenues dans l'ordonnance 20-06 du 28 avril 2020, modifiant et complétant le Code pénal, sont de nature dissuasive et ont été mises en place pour lutter contre le phénomène de la fraude aux examens du BEM et du Bac.

Il a rappelé que la gravité de ce phénomène porte atteinte à la crédibilité, à la transparence et à l'équité de la compétition entre les élèves lors de ces examens.

De son côté, le professeur Chabab Berrezoug de l'université de Saïda a indiqué que l'aspect répressif, à travers l'introduction de textes juridiques spécifiques à la fraude et à la fuite des sujets sur les réseaux sociaux, a contribué à réduire ce phénomène et à garantir la crédibilité des examens.

La commissaire de police Karima Bouzidi, du service de la police judiciaire de la wilaya de Saïda, a mis en avant le rôle actif

et préventif dans la lutte contre ce fléau, en particulier en ce qui concerne la fuite des sujets d'examen via les réseaux sociaux, ce qui nuit à leur transparence et à leur intégrité. Elle a précisé que ces actes entraînent des sanctions dissuasives et sévères de la part des autorités judiciaires.

A noter que cette journée d'étude a été organisée par la Cour de justice de Saïda, en présence de magistrats, d'avocats, d'enseignants des trois paliers de l'enseignement, ainsi que de représentants de la Gendarmerie nationale, de la Sûreté et des associations de parents d'élèves.

Chlef

Coup de pouce aux diplômés des centres de formation

Trois conventions de coopération et de partenariat ont été signées par l'antenne de l'Agence nationale de soutien et de développement de l'entrepreneuriat (NESDA) à Chlef avec la Caisse régionale de mutualité agricole et des dispositifs de soutien à l'emploi, selon cette instance. « Dans le cadre de l'extension des projets innovants et du renforcement de la coopération avec différents organismes et dispositifs de soutien, NESDA Chlef a dernièrement signé trois conventions de coopération avec respectivement la Caisse régionale de mutualité agricole (CRMA), et les antennes locales de l'Agence nationale de l'emploi (ANEM) et de l'Agence nationale de gestion du microcrédit (ANGEM) », a indiqué à l'APS, le chargé de la communication, Reda Kamari.

Ces conventions portent sur l'accompagnement des bénéfi-

ciaires dans le cadre de ces dispositifs, pour l'extension et le financement de leurs projets à travers le dispositif NESDA, dont particulièrement les projets à caractère innovant, créateurs de richesse et d'emplois durables.

Il s'agit, également, a-t-il ajouté, de permettre aux diplômés des Centres de formation professionnelle et d'apprentissage dans les domaines agricole et industriel de bénéficier, à partir de cette semaine, d'un financement dans le cadre de la NESDA. Sachant que ce dispositif était auparavant exclusivement réservé

aux diplômés des universités et des instituts nationaux.

Concernant le financement des projets depuis le début de l'année 2025, la commission de sélection des projets a déjà réceptionné un nombre considérable de dossiers, actuellement en cours d'étude et de traitement pour leur financement. Les porteurs de ces projets ont bénéficié d'une formation en entrepreneuriat et en gestion de projets au Centre de développement de l'entrepreneuriat de l'Université Hassiba Ben Bouali, selon la même source.

Chlef

Séisme de 3,1 degrés

Un tremblement de terre d'une magnitude de 3,1 degrés sur l'échelle de Richter a été enregistré, lundi, dans la wilaya de Chlef à 07h07, annonce le Centre de Recherche en Astronomie Astrophysique et Géophysique (CRAAG) dans un communiqué. L'épicentre du tremblement de terre a été localisé à 07 km à l'Est de Beni Bouattab, précise la même source.

Relizane

Les barrages de Sidi M'hamed Benaouda et Gargar renforcés

Les barrages de Sidi M'hamed Benaouda et Gargar, dans la wilaya de Relizane, ont été renforcés par un apport de 20,8 millions de mètres cubes d'eau grâce aux récentes précipitations enregistrées dans la région, a-t-on appris, lundi, auprès de la direction des Ressources en eau.

« Ce volume d'eau a été enregistré au cours de la semaine écoulée », a-t-on indiqué de même source.

Le barrage de Sidi M'hamed Benaouda, situé dans la commune éponyme, a reçu à lui seul 17 millions de m3, a précisé Mustapha Koulibi, chef du service Gestion de l'eau potable.

Le barrage de Gargar, situé dans la commune de Oued R'hiou, a bé-

néficié, quant à lui, d'un apport de 3,8 millions de m3 d'eau supplémentaire. Ces volumes importants contribueront à renforcer les ressources hydriques de la wilaya, « ce qui permettra d'assurer des quantités suffisantes pour la saison estivale et de soutenir la campagne d'irrigation des zones agricoles des périmètres irrigués de Mina et du Bas-Cheliff », a fait savoir le même responsable.

Grâce à ces apports supplémentaires, le stock global des deux barrages dépasse désormais 78 millions de m3, dont plus de 61 millions de m3 pour le barrage de Sidi M'hamed Benaouda et plus de 17 millions de m3 pour celui de Gargar, souligne-t-on de même source.

Tiaret

Des aides financières pour l'habitat rural

Un comité de wilaya chargé du classement des espaces verts a été créé, récemment, dans la wilaya de Tiaret, en vue de leur protection, selon la Direction de l'Environnement.

Madame Aïcha Gouzi, cheffe du bureau de la protection de la biodiversité, a précisé lors d'une rencontre de sensibilisation à l'intention des présidents des assemblées populaires communales (APC), tenue à l'occasion de la Journée internationale de la biodiversité, que ce comité a été institué conformément au décret exécutif 22/17 relatif à la gestion et au développement des espaces verts. Les membres du comité ont pour mission de sensibiliser et d'informer les organismes propriétaires ou gestionnaires de ces espaces sur la nécessité de se conformer à ce décret.

Le comité a déjà validé le classement du premier jardin public selon cette nouvelle réglementation, à savoir le jardin « Mohamed Jehlane » situé au chef-lieu de la wilaya. D'autres dossiers sont actuellement à l'étude pour les communes de Tiaret, Takhemaret et Oued Lili, selon la même source.

Ce classement vise à protéger et valoriser les espaces verts en les intégrant dans les plans de gestion des entités responsables, comme les com-

munes, les offices de promotion et de gestion immobilière, les services forestiers, entre autres. Il s'agit, notamment, de leur consacrer un budget pour leur entretien, assurer leur bonne gestion et préserver les diverses espèces végétales qui s'y trouvent.

Par ailleurs, la rencontre a également été marquée par la présentation du plan de wilaya pour la collecte des peaux de moutons de l'Aïd, mis en œuvre par les directions de l'industrie et de l'environnement. Ce plan vise à collecter un maximum de peaux en bon état pour les valoriser à des fins industrielles. Dans ce cadre, des responsables des deux directions animeront, dans les prochains jours, des sessions de formation à destination des agents de nettoyage afin de leur expliquer les méthodes de collecte et les moyens de préservation des peaux, selon Mme Gouzi.

A noter que la cérémonie d'ouverture de cette manifestation, organisée à la Maison de l'Environnement de Tiaret, a été marquée par la remise, par le wali de Tiaret Saïd Khalil, de 750 décisions d'aide financière pour la réalisation d'habitations rurales, ainsi que des titres de propriété pour des lots de terrain, dans le cadre des subdivisions sociales (auto-construction), aux présidents des Assemblées communales concernées.

Aïn Témouchent

Deux nouveaux hôtels ouverts avant la fin de l'année

Les plages de la wilaya d'Aïn Témouchent seront prochainement équipées d'installations destinées aux personnes aux besoins spécifiques, selon les services de la wilaya. Dans cette optique, le wali d'Aïn-Témouchent, Mabrouk Ouled Abdennebi, a donné, lors des travaux du Conseil exécutif de wilaya, des instructions pour allouer un budget spécifique à l'aménagement de couloirs d'accès adaptés aux personnes aux besoins spécifiques sur les plages de la wilaya.

Le premier responsable de l'Exécutif local a également ordonné l'acquisition de fauteuils flottants et de tapis de plage (antisable), qui seront mis à disposition de cette catégorie de la société sur plusieurs plages.

Le wali a insisté sur la nécessité de garantir toutes les conditions de détente et de bien-être pour ces personnes, en leur accordant une attention particulière sur l'ensemble

des plages de la wilaya. Pour sa part, le directeur du Tourisme et de l'Artisanat, Mohamed Bensaoud, a indiqué que « 14 rampes d'accès pour les personnes aux besoins spécifiques seront réinstallées sur plusieurs plages de la wilaya, à la veille de l'ouverture de la saison estivale, dans le cadre d'un projet de développement mené en coordination avec plusieurs communes côtières ». La saison estivale de cette année sera également marquée par la réouverture de la plage « La Marmite » à Beni-Saf, ce qui portera à 18 le nombre de plages autorisées à la baignade dans la wilaya, a-t-il ajouté.

Concernant les établissements hôteliers, le secteur du tourisme à Aïn Témouchent compte actuellement 45 hôtels, avec une capacité d'accueil totale de 6.952 lits. Deux nouveaux hôtels devront renforcer cette capacité d'ici la fin de l'année, a-t-on fait savoir de même source.

Coupe arabe de la FIFA-2025 L'Algérie dans un groupe abordable



M. Zeggai

Lors du tirage au sort de la coupe arabe, qui a eu lieu à Doha en présence du sélectionneur national, Madjid Bougherra, accompagné du Coordinateur général des équipes nationales, Brahim Belyacine, a donné lieu à de chaudes empoignades, alors que le tenant algérien a été épargné. C'est du moins l'impression qui se dégage quand on sait que le Maroc sera face à un autre Mondialiste, l'Arabie Saoudite en l'occurrence, et la Tunisie qui devra défier la sélection du Qatar.

On peut dire que les préposés au tirage au sort, Rabah Madjer et l'ex-international égyptien Wael Gomaa ont eu la main légère avec le tenant du titre algérien. En effet, les protégés du sélectionneur national, Madjid Bougherra, ont hérité d'un groupe D abordable en présence de l'Irak ainsi que deux sélections issues du tour de qualification programmés les 25 et 26 novembre au Qatar: le vainqueur de Ba-

hreïn-Djibouti et celui de Liban-Soudan, deux adversaires que les Fennecs A' avaient d'ailleurs battus lors de l'édition 2021. L'équipe nationale sera investie d'une lourde responsabilité, celle de défendre sa couronne, après s'être imposée lors de la 1^{re} édition, en battant la Tunisie 2-0, en décembre 2021, à Doha. Les Verts devront également confirmer leur statut de favoris de cette épreuve.

Dans le groupe B, le Maroc devra faire face à la concurrence de l'Arabie Saoudite, qui avait, elle aussi, fait forte impression à la coupe du monde 2022 en battant le futur champion du monde argentin. Les Saoudiens seront possiblement dirigés par l'ex-sélectionneur des Lions de l'Atlas, Hervé Renard, en charge de l'équipe A. Le vainqueur du match Oman-Somalie et celui de Yémen-Comores complèteront ce groupe. Le finaliste malheureux de la dernière édition, à savoir la Tunisie, fera face à l'hôte qatari dans le groupe A où elle pourrait être rejointe par son voisin libyen,

qui affrontera la Palestine en match de qualification, ainsi que par le vainqueur de Syrie-Soudan du Sud. Pour rappel, la coupe arabe 2025, qui se déroulera au Qatar du 1^{er} au 18 décembre prochain, comprend une phase de groupes suivie d'un match à élimination directe. La phase de groupes voit les 16 équipes participantes réparties en 4 groupes de 4. Les premiers et deuxièmes de chaque groupe se qualifient pour la phase à élimination directe, qui comprend des quarts de finale, des demi-finales, le match pour la troisième place et la finale.

Voici par ailleurs la composition des groupes de la phase finale
Groupe A : Qatar, Tunisie, Syrie/Soudan du Sud, Palestine/Libye
Groupe B : Maroc, Arabie saoudite, Oman/Somalie, Yémen/Comores
Groupe C : Egypte, Jordanie, Emirats arabes unis, Koweït/Mauritanie
Groupe D : Algérie, Irak, Bahreïn/Djibouti, Liban/Soudan.

Ligue 1 (27^e Journée)

La JSK enfonce le NC Magra, l'ASO et l'ESS déçoivent

M. Zeggai

L'Entente de Sétif a concédé sa troisième défaite consécutive et crée un climat de tension chez ses fidèles supporters. La JS Kabylie a signé son sixième succès à l'extérieur et enfonce le NC Magra qui a mis un pied en Ligue 2. L'EUSMK semble bien partie pour assurer son maintien, alors que l'ESM a quitté momentanément la zone rouge. L'ASO Chlef a enchaîné un troisième match sans victoire et poursuit sa chute libre au grand dam de ses fidèles supporters. Ce sont là, les faits marquants de cette première partie de la 27^e journée de ce championnat.

A Magra, la JS Kabylie a réussi à faire respecter la hiérarchie et prouvé que al défaite essuyée à domicile face

à la JS Saoura n'est qu'un simple accident de parcours. Ainsi donc, les « Canaris » se sont parfaitement rachetés grâce à trois réalisations signées le Russe Ignatev, Berkane et Boualia contre un seul but du « Nedjm » du buteur maison, Djabout. A l'issue de cette nouvelle contre performance, le NC Magra n'a plus son destin entre les mains, hypothéquant ainsi son maintien avec cette position de premier relégable.

A Mostaganem, l'Espérance a renoué avec la joie du succès après avoir pris le meilleur sur la décevante formation de l'ASO Chlef. L'ESM a réalisé une précieuse victoire qui lui permet de quitter la zone de relégation en attendant la suite de la compétition qui ne s'annonce pas de tout repos pour les

Mostaganémois qui auront à effectuer deux déplacements chez le MCA et le Paradou AC et un match difficile à négocier chez eux devant la JSK. Pour sa part, l'ASO Chlef a étonné plus d'un par sa prestation qualifiée de « catastrophique » sans aucune stratégie tactique ou discipline de jeu avec en plus des erreurs défensives inhabituelles. Pour sa part, l'ES Sétif continue de filer du mauvais coton. Cette fois-ci, les Ententistes ont été surpris à domicile par l'USM Khenchela qui a amélioré sa position au classement. Ces trois points vaudront leur pesant d'or lors du décompte final et seront déterminants pour le maintien des « Siskaoua ». Quant aux Sétifiens, ils ont hypothéqué leurs chances de terminer sur le podium.

Choc à Béchar et un derby indécis aujourd'hui

M. Zeggai

Avec la victoire de la JS Kabylie, le leader de ce championnat, le MC Alger, est condamné à gagner, aujourd'hui à Béchar, face à la JS Saoura, pour tenter de conforter sa position et se rapprocher de son 9^e titre. Toujours sous la menace des « Canaris », le Mouloudia d'Alger n'a pas le droit à l'erreur devant une équipe de Souara, réputée pour sa solidité à domicile.

Les « Vert et Rouge », qui restent sur deux victoires consécutives, se rendront

dans le sud-ouest du pays avec l'intention d'ajouter trois points à leur escarcelle, dans un match plein d'indécision. Une chose est sûre: en cas de succès, le MCA fera un grand pas pour un nouveau titre de champion d'Algérie.

De son côté, la JS Saoura, elle, espère rester sur la dynamique après sa victoire chez la JS Kabylie. Le stade Nelson-Mandela de Baraki sera le théâtre du derby CRB-PAC. Tout peut arriver dans ces retrouvailles entre une équipe du PAC, en quête d'un troisième succès d'affilée,

et un Chabab qui n'a pas encore abdicqué dans la course au podium. Pour cela, les Belouizdadis devront réagir pour mettre fin à cette période de disette et rester toujours en course pour la deuxième place synonyme d'une participation à la Ligue des champions de la CAF, la saison prochaine. Enfin, le CS Constantine subira un véritable test à El Bayadh où le MCEB compte mettre à profit l'avantage du terrain et le soutien du public pour mettre fin à une mauvaise série de trois matchs sans victoire. Ce ne sera pas tâche aisée face aux « Sanafirs » qui veulent se ressaisir après le nul concédé chez eux face au MCO.

Aujourd'hui (17h00)

El-Bayadh:	.....	MCEB	.....	.....	CSC
Béchar (19h00):	.....	JSS	.....	.....	MCA
Nelson Mandela (19h00):	...	CRB	.....	.....	PAC

Les Verts de l'Europe Danemark: Chiakha champion

Le jeune international algérien du FCopenhague, Amin Chiakha, a décroché son premier titre de sa carrière en sénior hier en remportant le championnat du Danemark. Le club de la capitale a été sacré champion pour la 16^e fois et devient ainsi le club le plus titré du pays, après avoir battu Nordsjælland sur le score de 3-0 lors de la dernière journée. Amin Chiakha n'a pas été titularisé mais a tout de même joué huit minutes. Il aura connu donc une première saison professionnelle contrastée avec 7 buts toutes compétitions confondues mais seulement quatre titularisations en championnat. Troisième dans la hiérarchie des attaquants, l'algérien devra donc attendre encore un peu même si il a fait mieux au vu de son

temps de jeu que ces deux aînés qui n'ont marqué que 8 et 3 buts. S'il a marqué deux buts en championnat et un en coupe, c'est surtout en UEFA Conférence League qu'il s'est fait remarquer avec quatre buts et une passe et une titularisation notamment face à Chelsea. Il lui reste encore une chance de briller en finale de la Coupe du Danemark, jeudi contre Silkeborg... si on lui donne la chance de jouer.

• Angleterre : Aït-Nouri termine sur un nul avant son probable transfert

La dernière rencontre de Rayan Aït-Nouri avec Wolverhampton ne restera pas dans les annales. En recevant Brentford pour la 38^{ème} et ultime journée de la saison 2024-2025 de Premier League, Wolve-

hampton souhaitait mettre un terme à un exercice décevant en repartant sur une bonne note. 16^{èmes} au classement général, les Wolves ont longtemps flirté avec la relégation et, depuis un mois, ne jouent plus que pour l'honneur. Rayan Aït-Nouri, lui, est clairement sur le départ et souhaitait laisser un ultime bon souvenir à son équipe. C'est plutôt raté, tant le match du latéral gauche fut assez quelconque. Remplacé peu après l'heure de jeu, alors que son équipe était menée 0-1, il suivra depuis le banc de touche l'égalisation des siens. Wolverhampton est donc officiellement et définitivement 16^{ème} de Premier League. Aït-Nouri, de son côté, devrait rejoindre l'équipe nationale pour la prochaine trêve internationale avant de penser à son avenir.

Qualifs-Mondial féminin U20 La sélection nationale en stage à Sidi Moussa

La sélection nationale féminine de football des moins de 20 ans (U20) a entamé avant-hier un stage de préparation au centre technique national, (CTN) de Sidi Moussa, en vue de la double confrontation face au Sénégal, prévue en septembre prochain, dans le cadre du deuxième tour qualificatif à la Coupe du Monde U20 de 2026, a indiqué la Fédération algérienne de football. Ce regroupement, qui se poursuivra jusqu'au 29 mai, a réuni 26 joueuses convoquées par le sélectionneur national, Sid Ahmed Mouaz, toutes évo-

luent dans le championnat national. Une première séance d'entraînement s'est tenue dimanche après-midi sur l'une des pelouses du CTN.

Le match aller face au Sénégal se jouera en déplacement entre le 19 et le 21 septembre 2025, alors que la seconde manche est programmée en Algérie, une semaine plus tard : 26, 27 ou 28 septembre 2025. En cas de qualification pour le troisième tour, les Algériennes affronteront le vainqueur de la double confrontation entre le Nigeria et le vainqueur du match Rwanda-Zimbabwe. Le match aller est

prévu en déplacement entre le 6 et le 8 février 2026, alors que le match retour se disputera en Algérie entre le 12 et le 14 février 2026. Le 4^e et dernier tour des éliminatoires se jouera en mai 2026 (aller: 1, 2, 3 mai/ retour : 8, 9, 10 mai). L'Afrique sera représentée par quatre pays au Mondial 2026, dont la phase finale se déroulera en août 2026 en Pologne. Trente-huit nations africaines participent aux éliminatoires dans le but de décrocher l'un des quatre billets qualificatifs, à l'issue de quatre tours à élimination directe disputés en matchs aller-retour.

Malgré un pétrole à 60 dollars L'Opep + prête à lâcher encore du lest

Un baril de pétrole à 60 dollars et l'Opep+ qui pourrait malgré tout continuer à ouvrir les vannes cette semaine: ce scénario, encore impensable il y a quelques mois, a été précipité par l'arrivée au pouvoir de Donald Trump.

Mais il s'explique aussi par la volonté de l'Arabie saoudite, pilier du cartel, de faire pression sur les membres ne respectant pas les quotas.

Deux rendez-vous attendent le groupe: les 22 pays se réunissent mercredi virtuellement pour discuter de leur stratégie commune, puis dimanche se retrouvent ceux qui, parmi eux, ont procédé aux coupes les plus importantes ces dernières années pour tenter de doper les cours.

«Le plus intéressant» concerne justement l'annonce attendue le 1er juin concernant la production de ces huit pays pour le mois de juillet, plutôt que la rencontre des ministres de mercredi qui n'est «pas un événement majeur», commente pour l'AFP Giovanni Staunovo, analyste d'UBS.

Avec à la clé, une possible nouvelle augmentation à hauteur de 411.000 barils par jour, contre 137.000 initialement prévus, pronostiquent les analystes.

De quoi plomber davantage encore des prix au plus bas depuis la sortie de la pandémie de Covid-19.

DÉSACCORDS INTERNES

Début avril, Ryad, Moscou et les six autres membres ayant réduit leur production de 2,2 millions de barils par jour ont décidé d'accélérer le rythme de réintroduction sur le marché de ces volumes. Bien loin de la stratégie prudente annoncée en début d'année.

Un revirement étonnant car il va à l'encontre de la politique de raréfaction de l'offre que menait l'Organisation des pays exportateurs de pétrole et ses alliés (Opep+) depuis fin 2022, afin de lutter contre l'érosion des prix, en gardant une importante capacité inexploitée de production.

Officiellement, le groupe justifie son changement de cap par des «fondamentaux

de marché sains comme en témoignent les faibles réserves de pétrole» à travers le monde, mais cette explication est accueillie avec scepticisme par les observateurs au vu des inquiétudes sur la demande dans un contexte de guerre commerciale lancée par le président américain.

En ouvrant les vannes, l'Arabie saoudite, qui est le pays dont la voix compte le plus au sein du cartel, mettrait en fait la pression sur les membres dépassant leurs objectifs de production, en faisant fondre les profits.

Car derrière la transgression des quotas, il y a «des personnes qui ont fait des investissements et veulent les monétiser», rappelle à l'AFP Lawrence Haar, professeur à l'université de Brighton.

Pour le Kazakhstan, principal contrevenant du groupe, «l'augmentation de la production récente est liée au projet Tengiz», dont le premier opérateur est le groupe américain Chevron, précise Francis Perrin, directeur de recherche à l'Institut de relations internationales et stratégiques (Iris).

REGARD VERS LES ETATS-UNIS

D'autres, comme l'Irak ou les Emirats arabes unis, ont aussi augmenté leurs capacités, mais Astana est particulièrement visé par Ryad, car malgré de nombreux rappels à l'ordre et l'injonction de compenser sa surproduction, le pays continue d'enfreindre les limites imposées.

Dans ces conditions, «l'Arabie saoudite ne peut pas revenir sur ses menaces de punir les tricheurs sans perdre sa crédibilité, ce qui ne lui laisse pas le choix» que de continuer sur la lancée actuelle, jugent les analystes de DNB Carnegie.

Au-delà de ces dissensions internes, «il est absolument impossible d'interpréter le changement de position de ces huit membres de



l'Opep+ sans se référer aux pressions de Donald Trump» fin janvier, selon M. Perrin.

Le milliardaire, qui compte faire chuter les prix pour lutter contre l'inflation, avait alors déclaré qu'il allait «demander à l'Arabie saoudite et à l'Opep de baisser le coût du pétrole».

Durant sa récente tournée diplomatique dans les pays du Golfe, «rien de tout cela n'a été mentionné», souligne Carole Nakhle, économiste au Surrey Energy Economics Centre, suggérant qu'il est «satisfait des actions prises par l'Opep+».

Pour ces raisons, et aussi pour gagner des parts de marché dans un contexte pétrolier tributaire des évolutions géopolitiques, comme l'issue des discussions sur le nucléaire iranien entre Téhéran et Washington, l'Opep+ pourrait de nouveau accélérer sa production.

Néanmoins, «l'économie saoudienne dépend entièrement de la rente pétrolière», rappelle Mme Nakhle, et des prix trop bas seraient notamment un problème pour le financement de son programme de réformes Vision 2030.

Entre Washington et Pékin

La désinformation attise les tensions commerciales

Des vidéos d'Américains qui s'arrachent des téléviseurs chinois, d'autres qui prétendent révéler le secret des marques de luxe: les réseaux sociaux sont inondés par un torrent de désinformation qui attise la guerre commerciale entre Washington et Pékin, malgré la trêve.

Les deux plus grandes économies du monde sont convenues début mai de suspendre pour 90 jours leurs droits de douane qu'elles s'imposaient mutuellement, au terme de 48 heures de pourparlers à Genève.

Mais derrière cette fragile désescalade, une autre réalité se dessine sur les réseaux sociaux notamment chinois, comme Douyin - la version chinoise de TikTok - ou encore Weibo - une plateforme comparable à X.

Une vague de désinformation envahit ces plateformes depuis le début de la guerre commerciale engagée par Donald Trump, alimentant un sentiment anti-américain qui pourrait compromettre la fragile trêve de 90 jours.

Une vidéo aux millions de vues, diffusée sur ces plateformes et TikTok, montre par exemple des Américains qui se ruent sur des téléviseurs de marque chinoise prétendument après l'annonce des surtaxes.

En réalité, ces images remontent à 2018 lors d'une journée de soldes du «Black Friday» aux Etats-Unis.

Cette fausse information s'est propagée encore davantage après avoir été relayée par les médias d'Etat chinois, dont le journal China Daily. «Les Américains commencent à stoc-

ker comme des fous en raison des droits de douane et s'arrachent les téléviseurs de marque chinoise», affirmait-il en titre.

D'autres infos ont commencé à circuler sur les réseaux sociaux, prétendant par exemple que les Américains affluaient par avion en Chine pour faire des achats.

«Il est quasi sûr que ces récits sont choisis par l'Etat, qui est devenu de plus en plus adroit dans l'exploitation des réseaux sociaux», estime Andrew Mertha, spécialiste de la Chine à l'université Johns Hopkins.

Ces récits «aident à aligner l'opinion publique chinoise sur la stratégie gouvernementale, en affirmant dans ce cas (...) que +les Etats-Unis souffrent déjà et que la Chine doit donc maintenir le cap+», explique-t-il.

CHAOS INFORMATIONNEL

Dans le cadre de la trêve commerciale, les deux puissances mondiales se sont mis d'accord pour ramener leurs droits de douane respectivement de 145% à 30% sur les produits chinois et de 125% à 10% sur les produits américains.

Certaines fausses informations sont apparues avant l'accord de trêve, mais ont continué à circuler sur les réseaux sociaux après, créant de la confusion et déclenchant plus largement un chaos informationnel.

«Beaucoup d'amis en Chine m'ont demandé: il n'y a plus d'œufs aux Etats-Unis? Est-ce très dangereux? Les gens se précipitent-ils pour acheter des choses? Avez-vous fait des réserves?», raconte à l'AFP Vivian Wei, une créatrice de contenu qui vit à Chicago (nord-est).

«D'autres ont même (suggéré) de ne pas venir aux Etats-Unis pour faire du

tourisme ou étudier», poursuit-elle. Ces rumeurs infondées l'ont poussée à vérifier par elle-même si les supermarchés de sa ville étaient plongés dans le chaos. Résultat: tout s'y déroulait comme d'habitude.

«BOMBARDEMENT NUMÉRIQUE»

En avril, l'entreprise Cyabra, spécialisée dans l'étude de la désinformation, a identifié sur X des milliers de faux comptes ou gérés par des robots, à l'origine d'une vaste campagne de désinformation anti-américaine.

Ces comptes prétendaient révéler le secret de marques mondiales telles que Gucci, Chanel et Amazon, qui fabriqueraient en réalité leurs produits en Chine avant de les vendre estampillés «Made in France» ou «Made in Italy». Ils affirmaient en outre que la politique commerciale de Donald Trump avait permis ces pratiques trompeuses, tout en exhortant les consommateurs à fuir ces marques pour se tourner vers des produits «Made in China». «C'est un bombardement numérique. Un tiers des comptes n'étaient pas réels, mais la réaction qu'ils ont déclenchée, elle, l'était bien», souligne Dan Brahmy, directeur général de Cyabra.

Les marques concernées n'ont pas réagi à ce qui semble faire partie d'une vaste campagne de désinformation qui exploite les tensions commerciales entre la Chine et les Etats-Unis pour vendre des produits de contrefaçon. Ces fausses informations, selon M. Mertha, devraient continuer à circuler en dépit de la trêve et des négociations commerciales en cours.

«Je pense que ces récits se poursuivront et évolueront parallèlement au renforcement de la position du gouvernement chinois dans les négociations», estime-t-il.

Publicité

A PPARTEMENTS

■ A vendre F2, 3^e étage, superficie 55 m², à Cap-Falcon, acté, livret foncier – Tél : 0666.19.98.50. Prix après visite

■ Loue à Seddikia, chambre au Rdc, 10.000 DA/mois, à jeune homme sérieux – Tél : 0659.06.03.42

V VILLAS

■ Vends maison individuelle finie à 70% - 250 m², bâti 140 m², garage, jardin, actée, PC, LF, eau, gaz, élect à Fleurus (17 km d'Oran) - Tél : 0552.39.06.70

L LOCAUX

■ A vendre locaux + parking 1.600 m² + F2, F3 semi-finis à Belgaïd près mosquée 'Machaallah' + A.V locaux à Canastel près de la forêt + locaux + parking de 360 m², à cité Petit – Tél : 0696.50.82.62

E EMPLOIS

■ Entreprise privée cherche maître-nageur pour la saison estivale, expérience exigée, plus diplôme de secourisme – tél : 0661.20.20.29

f Don de sang Algérie

Donner son sang, c'est sauver une vie



التبرع بالدم الجزائر
أنقذ حياة بقطرة دم

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT
AVEC EXIGENCE DE CAPACITES MINIMALES N° 13/2025

La société Algérienne pour la Fabrication de Véhicules de marque Mercedes-Benz SPA, sise à la zone industrielle d'Ain- Bouchekef –Tiaret, Algérie, NIF N° : 001214042326511, dénommée **SAFAV-MB**, lance un Avis d'appel d'Offres national ouvert avec exigence de capacités minimales, en vue d'une fourniture de « **Kit d'aménagement de Véhicules de Police sur Sprinter VS30** ».

L'Appel d'Offres national ouvert s'adresse à toutes personne (s) physique (s) ou morale(s), publique(s) ou privée(s) :

- Carrossier algérien agréé par le ministère des Mines ;

Ceux qui sont intéressés par le présent Avis d'appel d'offres peuvent se présenter à l'adresse ci-après :

Société Algérienne pour la Fabrication de Véhicules de marque Mercedes Benz,
Secrétariat des commissions des marchés, zone industrielle Ain Bouchekef 14040/ Tiaret

Les personnes déléguées pour le retrait du cahier des charges doivent se munir des documents suivants :

- Une copie conforme d'une **pièce d'identité** en cours de validité ;
- Une copie conforme à l'original de l'extrait du **registre de commerce** ;
- La **lettre d'accréditation** du représentant dûment désignée ;
- Le **reçu de versement des frais** de cession du cahier des charges d'un montant de **Vingt Mille dinars algériens (20.000,00 DZD)** à l'Agence bancaire B.E.A.Tiaret au compte de **SAFAV-MB** suivant (RIB : 002 00108 1082200293-17).

Les offres comprenant les pièces et documents exigés dans le cahier des charges devront être scindées en **trois (03) parties** :

- Un (01) dossier de candidature comprenant les documents requis par le cahier des charges ;
- Une (01) offre technique comprenant les documents requis par le cahier des charges ;
- Une (01) offre financière comprenant les documents requis par le cahier des charges ;
- Une **caution de soumission** à partir de **1 %** du montant de l'offre si ce dernier dépasse **250 millions de DA**.

Les offres de candidature, technique et financière sont insérées dans trois enveloppes séparées, anonymes et fermées, indiquant sur l'extérieur de chacune, respectivement les mentions suivantes :

« Dossier de candidature - A ne pas ouvrir- Appel d'Offres N°13/2025 »
Fourniture de Kit d'aménagement de Véhicules de Police sur Sprinter VS30
« Offre technique - A ne pas ouvrir- Appel d'Offres N°13/2025 »
Fourniture de Kit d'aménagement de Véhicules de Police sur Sprinter VS30
« Offre financière - A ne pas ouvrir- Appel d'Offres N°13/2025 »
Fourniture de Kit d'aménagement de Véhicules de Police sur Sprinter VS30

Les enveloppes renfermant le dossier de candidature, l'offre technique et financière doivent parvenir sous pli fermé à l'adresse suivante :

Secrétariat des commissions des marchés,
Société Algérienne pour la Fabrication de Véhicules de marque Mercedes-Benz
BP061, zone industrielle Ain Bouchekef 14040/ Tiaret.

L'enveloppe extérieure doit être strictement anonyme et ne devra comporter que la mention :

« A n'ouvrir que par la Commission d'Ouverture des Plis et d'Evaluation des Offres »

Appel d'offres N° 13/2025
Fourniture de Kit d'aménagement de Véhicules de Police sur Sprinter VS30

La date limite de dépôt des offres est fixée à **30 jours** de la date de la première parution de cet avis d'appel d'offres dans les journaux.

La date d'ouverture des plis est fixée sur l'invitation remise conjointement avec le dépôt de l'offre.

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant une durée de **120 jours**.

NB: Coordonnées des personnes à contacter :

Tel : 046 24 94 01/ 51

Email : secretariat_marche@safavmb.dz log@safavmb.dz

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA : MASCARA

DAIRA : HACHEM

COMMUNE : ZELAMTA

N IF : 0 984 2909 50 431 25

AVIS D' ANNULATION ET INFRCTUEUX D'UNE D'ATTRIBUTION
PROVISOIRE DU MARCHE

Conformément aux dispositions de l'article 40 et 73 du décret présidentiel N°: 15-247 du 16 septembre 2015 portant réglementation des marchés publics et de l'article 49 et 38 délégation de service publique. et loi n°23-12 du 15 chaban 1445 correspondant au 05 aout 2023 fixant les règles générales relatives aux marchés publics.

le président de l'assemblée populaire communale de zelumta annonce à l'ensemble des soumissionnaires que les résultats d'appel d'offres ouvert avec exigence de capacité minimale n : 02/2025 publie sur les journaux : el djemhouria en arabes et LE QUOTIDIEN D'ORAN EN français le: 08/04/2025 pour le Objet:

ETUDE ET SUIVI ET REALISATION- RENOVATION -ET EXTENSION DE RESEAU
D'ASSAINISSEMENT ZELAMTA CENTRE- LOT : REALISATION

ANNONCE ANNULATION ET INFRCTUEUX D'UNE D'ATTRIBUTION
PROVISOIRE DU MARCHE les journaux : el djemhouria en arabes et LE QUOTIDIEN

D'ORAN EN français le: 30/04/2025 a cause du dépassement de l'enveloppe financiers de l'évaluation administratif et refus de l'entreprise la négociation.

Zelumta:.....

P/A.P.C

ANEP N° 2531008164 Le Quotidien d'Oran 27/05/2025

-0- REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE -0-

WILAYA EL BAYADH
DAIRA BOUGTBO
COMMUNE BOUGTBO
NIF : 098432105064720

ATTRIBUTION PROVISOIRE

- Le président de l'assemblée populaire communale de bougtob
- Conformément aux dispositions du décret présidentiel N°15/247 du 16/09/2015
- Portant réglementation des marchés publics et délégation de service public.
- Et la Loi n°23-12 du 5 août 2023 fixant les règles générales relatives aux marchés publique.

Informe l'ensemble des soumissionnaires Ayant participé a l'appel d'offres national ouverte avec exigences De capacités minimales n° : 06/2025, annoncé en arabe dans le journal el badil du : 24/04/2025. En français, dans le journal lequotidien d.oran, daté 24/04/2025

- Vu Le PV d'ouverture des plis n°08 du 04/05/2025
- Vu Le PV d'évaluation des offres n°09 du 14/05/2025

D'après le tableau ci-dessous

N°	Projet	Entreprise bénéficiaire	Montant avant correction	Montant après correction	N-T
01	Achat un tracteur polyvalent quatre roues motrices	Burl AGRIPLAST BOUMERDES NIF/099835072218369	8.799.999.99	8.799.999.99	50 Pts Qualifié === Délai : 01 Jour

- Les soumissionnaires peuvent introduire un recours auprès de la commission des Marches Dans un délai de 10 Jours à compter de la parution et affichage de présent Avis.
- Les soumissionnaires peuvent consulter le procès-verbal d'évaluation des offres pendant une durée de 3 jours à compter de la date de publication de cette annonce dans les journaux.

Le P/A.P.C

ANEP N° 2531008103 Le Quotidien d'Oran 27/05/2025

République Algérienne Démocratique et Populaire

Wilaya de Relizane

Daira de Mazouna

Commune d'El-guettar

N.I.F : 098448155140910

N°:03/2025

AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIRE.

En application des dispositions des l'articles 65 du décret présidentiel N°15-247 du 16 septembre 2015 , portant réglementation des marchés publics et des délégation de service public .

Le président de l'assemblée populaire communale d'EL GUETTAR porte la connaissance des soumissionnaires ayant participé appel d'offres ouvert avec exigence de capacités minimales N°= 06/2025 paru sur les deux journaux "الروح" en dat 07/05/2025 et (Le Quotidien D'oran) en date 08/05/2025 que l'attribution provisoire du projet est comme suit :

projet	Entreprise retenue	Montant en TTC	Délais	Note techn	Paramètre du choix
Réalisation des rejets d'assainissement du douar KENASBIA (1 ^{re} Tranche)	EL BEY Mourad NIF: 184482200576162	31.961.736.38DA	87jours	64.20/100	moins disante

En application des dispositions des l'articles 82 du décret présidentiel N°15-247 du 16 septembre 2015 , portant réglementation des marchés publics et des délégation de service public ; Le soumissionnaire qui conteste le choix opéré par le service contractant, peut introduire son recours devant la commission des marchés de la commune dans les (10) jours à compter du premier jours de la publication de cet avis d'attribution dans les quotidiens nationaux et le BOMOP.

Les soumissionnaires qui souhaitent prendre connaissance des résultats détaillés de l'évaluation de leurs candidatures, offres technique et financières, à se rapprocher à la commune d'EL GUETTAR au plus tard (03) jours à compter du premier jours de la publication de cet avis d'attribution .

Fait a EL GUETTAR LE: 19/05/2025

Le P/APC

ANEP N° 2531008178 Le Quotidien d'Oran 27/05/2025

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
MINISTÈRE DE LA SANTÉ
CENTRE HOSPITALO UNIVERSITAIRE SIDI BEL ABBES
DR. ABD EL KADER HASSANI
N° d'identification fiscale du contractant : 40801600002204100001

**AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITES MINIMALES
N° 08/2025**

Le Centre Hospitalo-universitaire de Sidi Bel Abbès lance un avis d'appel d'offres National Ouvert avec exigence de capacités minimales pour conclure un marché à commandes à Relatif : **à l'Approvisionnement en instrumentation et consommable spécifiques pour le Centre Hospitalo-universitaire de Sidi Bel Abbès Reparties en lots séparés ».** comme suit :

LOT N°01 : Consommable spécifique Gastrologie.
LOT N°02 : Kit Chirurgie bariatrique.
LOT N°03 : Consommable d'ultrason et bipolaire avancée (HARMONIC).
LOT N°04 : Consommable Spécifique pour chirurgie de la paroi.
LOT N°05 : Suture mécanique coelioscopique.
LOT N°06 : Sutures mécaniques chirurgie ouverte
LOT N°07 : Consommables de coelioscopie pour Chirurgie Trans anale.
LOT N°08 : Fils de suture spécifique chirurgie.
LOT N°09 : Applicateurs et clips.
LOT N°10 : Pansements spécifiques.
LOT N°11 : Suture rectale basse et endo-sutures.
LOT N°12 : Micro biopsie.
LOT N°13 : Instrumentation Réanimation
LOT N°14 : Consommable spécifique d'Ophthalmo.
LOT N°15 : Consommable spécifique de chirurgie vitréo-rétinienne pour constellation.
LOT N°16 : implant injectable infantile.
LOT N°17 : Drainage pleural type pleurevac.
LOT N°18 : Holter ECG sans fils.
LOT N°19 : Consommable Coelioscopie.
LOT N°20 : Arthroplasties intermédiaires et mise à la disposition d'un ancillaire de pose.
LOT N°21 : Prothèses totale de la hanche double mobilité et mise à la disposition d'un ancillaire.
LOT N°22 : Prothèses totales du genou Postéro stabilisée à charnière enbase a cimenter.
LOT N°23 : Ostéosynthèse.
LOT N°24 : Fixateur externe ORTHOFIX et ancillaire de pose.
LOT N°25 : FIXATEUR EXTERNE de hoffmann complement.
LOT N°26 : Divers.
LOT N°27 : Instrumentation UMC.
LOT N°28 : instrumentation urologie.
LOT N°29 : Instrumentation ORL.
LOT N°30 : Instrumentation neurochirurgie.
LOT N°31 : Instrumentation Chirurgie Infantile.
LOT N°32 : Instrumentation Neurologie.
LOT N°33 : Instrumentation Ophtalmologie.
LOT N°34 : Instrumentation OTR.
LOT N°35 : Autre instrumentation.
LOT N°36 : Instrumentation Anapath.
LOT N°37 : Consommable EMG.
LOT N°38 : consommable spirometrie.
LOT N°39 : Dispositifs de sécrétion plaie aigue et chronique.
LOT N°40 : Kit pour injecteur automatique amagnétique.

Les soumissionnaires peuvent soumissionner pour un ou plusieurs lots
Le soumissionnaire qui n'honore pas la totalité du lot, son offre sera rejetée.
Les soumissionnaires peuvent être attributaires d'un lot comme pour l'ensemble des lots.

- Les soumissionnaires intéressés par le présent avis d'appel d'offres peuvent retirer le cahier des charges auprès du Bureau des marchés publics contre le paiement de la somme de (5.000.00) Cinq mille dinars, non remboursable doit verser auprès de la régie de recettes du chu de sidi bel abbès. À l'adresse suivante :

**LE CENTRE HOSPITALO UNIVERSITAIRE SIDI BEL ABBES
Bureau des marchés publics**

Les soumissionnaires peuvent soumissionner pour un seul lot comme ils peuvent soumissionner pour l'ensemble des lots. Les offres doivent être déposées accompagnées des pièces réglementaires énumérées ci après :

- Une déclaration de candidature renseignée datée, signée et cachetée, qui comprend les éléments suivants :
 - L'agrément du ministère de l'industrie des produits pharmaceutiques.
 - Un extrait du casier judiciaire (en cours de validité) du soumissionnaire s'il s'agit d'une personne physique, du directeur général ou du gérant s'il s'agit d'une société.
 - La copie du Numéro d'identification fiscale (NIF)
 - La copie de l'extrait du registre de commerce électronique
 - La copie de l'extrait de rôle apuré ou avec échéancier **en cours de validité**
 - Le dépôt légal des comptes sociaux, pour les sociétés, exercice 2023 ou éventuellement année 2024.
 - Copies certifiées conformes aux Attestation de mise à jour (CNAS-CASNOS) valides au jour de l'ouverture des plis.
 - Une déclaration de probité renseignée, datée et signée selon le modèle ci-joint.
 - La copie de l'extrait de rôle apuré ou avec échéancier en cours de validité
 - Pour les sociétés, une copie des statuts.
 - Les documents relatifs aux pouvoirs habilitant les personnes à engager l'entreprise.
 - DAS 2023 et /ou mensuelle, trimestrielle 2024.
 - un catalogue en langue français et anglais.
 - Capacités financières : moyens financiers justifiés par les bilans des trois dernières années 2021-2022-2023 certifiés par un comptable agréé ou un commissaire aux comptes et visés par les services fiscaux pour les entreprises ayant plus de trois ans d'existence/ou la copie de bilan du dernier exercice 2023 certifié par un comptable agréé ou un commissaire aux comptes pour les entreprises ayant moins de trois ans d'existence et les références bancaires.
 - Capacités techniques : moyens humains et matériels et références professionnelles (Attestations de bonnes exécutions de même nature signées), délivrées par le maître d'ouvrage public.
 - Fiche technique des produits et Certificat de conformité du pays d'origine.
- NB :** les soumissionnaires doivent déposer leurs offres en deux exemplaires (original et copie). Conformément à l'article 69 du décret présidentiel 15-247, portant réglementation des marchés publics Et délégation du service public ; les documents justifiant les informations contenues dans la déclaration De candidature sont exigés uniquement de l'attributaire du marché public qui devra les fournir dans un Délai maximum de 10 jrs.

L'Offre technique

- La déclaration à souscrire renseignée, datée, signée et cachetée selon le modèle ci-joint.
- Le mémoire technique justificatif renseignée, datée et signée selon le modèle ci-joint.
- L'engagement de livrer des produits de qualité.
- Les délais d'exécution ou de livraison.
- Le cahier des charges portant à la dernière page la mention manuscrite « Lu et Accepté ».

L'offre Financière

- La lettre de soumission dûment remplie, datée, signée et cachetée par le soumissionnaire.
- Le bordereau des prix unitaires en hors taxes, dûment rempli et signé par le soumissionnaire.
- Le détail quantitatif - estimatif de l'offre dûment rempli et signé par le soumissionnaire.
- Lettre d'engagement de la livraison dans les délais.

Les offres seront déposées au bureau des marchés publics du C.H.U de sidi bel abbès sous une seule enveloppe fermée et anonymes portant la mention « A n'ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres.

- Avis d'appel d'offres N° .../... à l'intérieur de laquelle se trouveront les trois autres plis qui contiendront l'offre technique (DOSSIER DE CANDIDATURE), (L'OFFRE FINANCIERE PROPOSITION DES PRIX) et (L'OFFRE TECHNIQUE) il sera porté sur chacune des enveloppes soit « Dossier De Candidature » soit « Offre technique » soit « Offre financière ».

La durée de préparation des offres est fixée à (10) dix jours à partir de la date de la première parution du présent avis d'appel d'offres dans deux quotidiens nationaux et le BOMOP. Si ce jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, la durée de préparation des offres est prorogée jusqu'au jour ouvrable suivant.

La date de dépôt des offres correspond au dernier jour de la durée de préparation des offres à compter de la première publication avant 12 heures.

L'heure d'ouverture des plis est fixée à 14 h 00 du même jour en séance publique à la salle de réunion de la direction générale du C.H.U de Sidi Bel Abbès.

Le soumissionnaire doit inviter à assister à l'ouverture des plis qui aura lieu le même jour à 14 h 00 ou siège de la direction générale.

Le soumissionnaire doit inviter à assister à l'ouverture des plis qui aura lieu le même jour à 14 h 00 ou siège de la direction générale.

La durée de validité des offres est égale à la durée de préparation des offres augmentée de trois (03) mois, les soumissionnaires restent engagés par leurs offres pendant toute la durée de validité.

Sidi Bel Abbès le :

Le Directeur Général

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
DIRECTION DES TRAVAUX PUBLICS
LA WILAYA D'EL BAYADH

**AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT
AVEC EXIGENCE DE CAPACITE MINIMALES N°: 14**

La Direction des Travaux Publics de la Wilaya d'El-Bayadh lance un avis d'appel d'offre national ouvert avec exigence de capacités minimales pour des travaux suivants :

INTITULE : Réalisation d'un ouvrage d'art sur RN47 au pk 72+900 et au pk 85+000

OBJET :

Lot N°01 : Réalisation d'un ouvrage d'art sur RN47 au pk 72+900.

Lot N°02 : Réalisation d'un ouvrage d'art sur RN47 au pk 85+000.

Conditions d'éligibilité :

Les soumissionnaires doivent apporter la preuve qu'ils répondent aux conditions d'éligibilité définies au titre de la présente instruction, et qu'ils disposent des capacités et ressources nécessaires pour mener à bien l'exécution du marché.

A cette fin, toutes les offres présentées seront accompagnées obligatoirement :

- **D'un certificat de qualification et de classification professionnelle activité principale travaux publics catégorie Cinq (V) ou plus (en cours de validité).**
- **Au moins une attestation de bonne exécution portant :-Réalisation et /ou Reconstruction d'un ouvrage d'art (Dalot ou pont à poutre) justifié par une attestation de bonne exécution** délivrée par les services publics durant les Dix 10 dernières années
- **Chiffre d'affaires moyen ≥ 50 000 000 DA justifiés par la moyenne des Bilans financiers des trois dernières années.**

***Cas de groupement d'entreprise**

Le chef de file doit être majoritaire et avoir une qualification catégorie Cinq(05) et plus dans le domaine des travaux publics et les autres membres du groupement doivent avoir la catégorie Quatre (04) et plus dans le domaine des travaux publics comme activité principale.

- Seules, les offres des soumissionnaires ayant obtenue une note technique supérieure ou égale à Soixante (60)Points (note éliminatoire) seront admises à l'analyse financière.
 - Les dossiers de l'avis d'appel d'offre peuvent être retirés auprès de la DTP de la Wilaya d'El-Bayadh (service de l'Administration et des moyens- Bureau demarchés-) sise à RAS EL-AIN-EL-BAYADH: TEL 049.61.20.53- FAX 049.61.20.57.
 - NIS : 32010510051, NIF : 408015000032090
 - Le soumissionnaire devra cacheter son offre, en utilisant Trois enveloppes intérieures cachetées, portant les mentions (dossier de candidature), (offre technique) où (offre financière).
 - Ces enveloppes sont mises dans une autre enveloppe cachetée et anonyme, comportant la mention SOUMISSION " à n'ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres -
- Avis d'appel d'offres national ouvert avec exigence de capacités minimales n°.....- L'objet :
- Lot N°01 :** Réalisation d'un ouvrage d'art sur RN47 au pk 72+900.
- Lot N°02 :** Réalisation d'un ouvrage d'art sur RN47 au pk 85+000.

NB : Le soumissionnaire peut participer pour un/ou plusieurs lots mais ne peut prétendre qu'à un seul lot et l'évaluation sera faite lot par lot.

Elles seront déposées :

À la Direction des Travaux Publics de la Wilaya d'EL BAYADH, Secrétariat, Sis à Ras El Ain EL BAYADH.

N° TEL : 049 61 20 53

N° FAX : 049 61 20 57

DOCUMENT CONSTITUANT L'OFFRE

Le dossier de candidature : l'enveloppe de dossier de candidature contiendra le dossier suivant :

- Déclaration de candidature remplie et signée
- La déclaration de probité remplie et signée.
- Les statuts pour les sociétés
- Les documents relatifs aux pouvoirs habilitant les personnes à engager l'entreprise.
- Le certificat de qualification et classification professionnelle (catégorie minimale Cinq (05) et plus activité principale : Travaux publics en cours de validité
- Bilans financiers des trois dernières années.
- Numéro d'identification fiscale.
- La liste des moyens humains qui seront chargés de l'exécution des travaux dûment justifiés par la Déclaration annuelle des salaires ou affiliation et CASNOS pour le gérant.
- La liste de matériel dûment justifiés (cartes grises ou carte de mise en circulation ou copies des factures d'achat pour le matériel non roulant plus PV de huissier année courant).
- Références professionnelles en travaux similaires délivrés par les différents maîtres de l'ouvrage.
- Registre de commerce électronique.
- Extrait de rôle apuré ou échelonné en cours de validité (moins de 03 mois).
- Les documentsfiscale, parafiscale (CNAS, CASNOS, CACOBATH)
- Attestation de dépôt des comptes sociaux pour les sociétés l'année en cours.
- Protocole en cas de groupement d'entreprises.
- C20 délivrées par les services impôts.
- Attestation de visite de lieu remplie et signée.

Offre technique : l'enveloppe technique contiendra le dossier suivant:

La déclaration à souscrire dûment remplie et signée.

-Le cahier des charges portant à la dernière page, la mention manuscrite «Lu et accepté».

-Planning prévisionnel des travaux signé avec délai de réalisation.

-Mémoire technique justificatif

Offre Financière : l'enveloppe financière contiendra le dossier suivant:

-Lettre de soumission dûment remplie et signée.

-Bordereau des prix unitaires dûment rempli et signé (les prix unitaires doivent être clairs et lisibles et ne contiennent pas des surcharges).

-Le devis quantitatif et estimatif dûment rempli et signé. (les chiffres doivent être clairs et lisibles et ne contiennent pas des surcharges).

- La durée de préparation des offres est fixée à **Quinze(15) jours** à partir de la date de la première parution du présent avis Dans les quotidiens nationaux et dans le BOMOP.

- La date et l'heure limite de dépôt des offres correspondent au dernier jour de la durée de préparation des offres avant 14 heures. Si ce jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, la durée de préparation des offres est prorogée jusqu'au jour ouvrable suivant.

- L'ouverture des plis se tiendra en séance publique, le même jour de dépôt des offres à 14 heures.

- La durée de validité des offres est égale à la durée de préparation des offres (intervalle de temps entre le premier affichage de l'avis d'appel et la date de dépôt des offres augmentée de 90 Jours, qui égale à (105)jours).

- Le marché sera attribué au soumissionnaire qualifiée techniquement ayant proposé l'offre la moinsdisante.

LE DIRECTEUR

2

08.35 La maison des Maternelles
09.00 La maison des Maternelles à votre service
09.35 Consomag
09.40 Météo Outre-mer
09.45 Chacun son tour
10.55 Tout le monde veut prendre sa place
11.55 Journal Météo climat
12.00 Journal 13h00
12.41 Image du jour : Roland Garros
12.50 Expression directe

13.00 Tennis : Roland-Garros



Saison 2025 - 1er tour

A 21 ans, Coco Gauff est déjà bien installée dans le top 10. Finaliste en 2022 à Paris puis demi-finaliste les deux années suivantes, l'Américaine veut monter en puissance en 2025 en jouant la gagne. Elle devra se méfier d'Aryna Sabalenka et de la Polonaise Iga Swiatek quatre fois sacrées et tenante de titre.
19.00 Journal 20h00
19.50 Journal Météo climat
20.00 Mot de passe : le duel

3

10.10 Homard et cordon bleu
11.00 Régions d'ici
11.15 ICI 12/13
11.55 Météo à la carte
13.20 Rex, chien flic
15.45 Duels en familles
16.20 Slam
17.05 Questions pour un champion
17.50 Journal Météo climat
18.00 ICI 19/20 édition toutes régions
19.45 Un si grand soleil

20.05 Alex Hugo



Série policière - France - 2022 Saison 9 - Episode 2/3

Avec Samuel Le Bihan, Mikaël Fitoussi, Fabien Baïardi, Eric Herson-Macarel
Sur les sommets de Lusagne, Alex contemple le vol d'un homme en wingsuit. Rapidement, il est témoin de sa chute vertigineuse. Abasourdi, premier intervenant sur les lieux, l'agent de la Rurale réalise que cet événement n'est pas le fruit du hasard, mais plutôt le résultat d'un acte délibéré de sabotage. Dans la résidence de la victime, Alex tombe sur des lettres anonymes d'une extrême violence et de nature menaçante.

4

09.28 Jean-Michel, Super Caribou
13.19 Angelo la débrouille
14.24 Scooby-Doo : Mystères associés
15.00 Scooby Doo et les mystères de la nature
15.12 Molusco
17.24 Oscar & Malika toujours en retard
18.12 Potobot
19.00 C'est toujours pas sorcier
19.30 T'es au top
19.45 Okoo-koo

20.00 L'orchestre de la Garde républicaine à l'Opéra-Comique



Le dimanche 30 mars 2025 dernier, l'Opéra Comique a accueilli la finale du prestigieux Concours Long-Thibaud. Cinq jeunes pianistes virtuoses venus du monde entier ont interprété des concertos majeurs accompagnés par l'Orchestre Symphonique de la Garde Républicaine, devant un jury international de haut niveau. Créé en 1943, ce concours est une référence mondiale en musique classique.

5

10.00 La p'tite librairie
11.36 Imprévus
11.55 Au bout c'est la mer
12.35 Le Mag de la santé
13.40 Les 100 lieux qu'il faut voir
14.05 Les fromages du Nord gardent le cap
15.55 C pas si loin
16.40 C dans l'air
17.55 C à vous
19.05 C à vous la suite
20.05 Ustensiles de cuisine : un business louche ?
20.55 Savons, attention terrain glissant
21.50 C ce soir

arte

TMC

11.20 Enquêtes archéologiques
12.00 Lettonie : alcool au volant, voiture saisie !
14.00 Chaplin et «Les temps modernes» : La voie du silence
15.05 Enquêtes archéologiques
15.35 Au gré des vagues
16.20 Invitation au voyage
17.50 Voyage en cuisine
18.45 Arte journal
19.05 28 minutes
20.00 ADN Business, la face cachée des tests grand public

08.55 Ghost Whisperer



12.30 Columbo
17.20 Petits plats en équilibre
17.25 L'avant Quotidien
18.15 Quotidien, première partie
19.10 Quotidien, deuxième partie
19.45 Quotidien
20.25 Les reportages de Martin Weill
22.00 90' Enquêtes



ACTION 19.50

CHINESE ZODIAC

Film d'action - HongKong - Chine - 2012
Avec Jackie Chan, Oliver Platt, Laura Weissbecker, Sang-woo Kwon
J.C., alias le Faucon, est un chasseur de trésors qui ne recule devant rien. Avec ses complices, il vient d'exécuter une opération de haut vol, qui s'est une fois de plus soldée par un succès. C'est alors que son complice Jonathan lui propose une nouvelle mission : mettre la main sur les douze têtes de bronzes du zodiaque, de précieuses antiquités chinoises. Ce contrat l'amène à se rendre à Paris en compagnie de ses complices.

CANAL+ GRANDECRAN 20.04

MEN IN BLACK : INTERNATIONAL



Film de science-fiction - Etats-Unis - Chine - 2019

Avec Chris Hemsworth, Liam Neeson, Tessa Thompson, Emma Thompson
L'agent H et l'agent High T sont en mission à Paris pour neutraliser un puissant et dangereux extraterrestre caché dans la tour Eiffel. Vingt ans plus tôt, à Brooklyn, Molly, encore enfant, a discrètement assisté à une mission de Men in Black, sans que ceux-ci n'effacent sa mémoire. De nos jours, la jeune femme, toujours fascinée par les phénomènes extraterrestres, mène ses propres enquêtes et parvient à infiltrer les locaux des Men in Black. Convaincus par son obstination, les agents spécialisés dans les phénomènes extraterrestres acceptent de l'embaucher.

RTL9 19.55

MEURTRE À LA MAISON BLANCHE



Thriller - Etats-Unis - 1997

Avec Wesley Snipes, Diane Lane, Daniel Benzali, Dennis Miller
Une jeune fille est retrouvée poignardée à la Maison-Blanche. Chargé de l'enquête, l'inspecteur Harlan Regis, de la police de Washington, découvre que la victime était une connaissance de Kyle, le fils du président. Aidé par l'inspectrice Nina Chance, Regis va mettre au jour un terrible complot tout en étant confronté à Spinkings, le chef de la sécurité présidentielle et à Jordan, conseiller à la Maison-Blanche.

TÉLÉVISION

TF1

20.15 Koh-Lanta



Saison 27 - Episode 13 - La revanche des 4 Terres

Présenté par Denis Brogniart

La réunification a totalement rebattue les cartes. Les candidats toujours en lice, après avoir défendu les couleurs de leurs Terres puis celles des Jaunes ou des Rouges, mènent désormais leur aventure individuellement. Les tactiques sont forcément bouleversées. Si certaines complicités nouées auparavant restent d'actualité, d'autres voient le jour. Plus que jamais, les stratégies seront au coeur des débats alors le verdict du conseil se profile.
21.50 Les secrets de Koh-Lanta
22.45 Une famille en or

6

20.10 9-1-1



Série dramatique - Etats-Unis - 2024

Saison 8 - Episode 6/18 : Ruptures

Avec Angela Bassett, Peter Krause, Jennifer Love Hewitt, Oliver Stark
Buck découvre que l'ex-femme de Tommy n'est autre qu'Abby, ancienne standardiste du 911. Eddy, de son côté, confie sa peine d'être rejeté par son fils à un prêtre. Parallèlement, la brigade 118 doit intervenir pour sauver un homme qui a vu ses entrailles sortir de son corps à la suite d'une crise d'éternuements.

CANAL+

18.15 Clique



Présenté par Mouloud Achour

Nouvel horaire, nouvelle formule pour CLIQUE, présenté par Mouloud Achour. A 19h45 Pauline Clavière ouvre le bal avec "Le JT de Clique", le journal avec tout ce qu'il fallait cliquer dans la journée. Mouloud Achour revient à son exercice signature, le "Clique X" face à face iconique, entretien au long cours avec la personnalité du jour. Un invité sociétal viendra ensuite nous éclairer sur le monde actuel, toujours en clair et en direct !
18.50 En aparté
19.28 En route pour Munich l'émission

PLANETE +

10.18 Victor Hugo, un siècle en révolutions
11.16 Conversations au coeur du pouvoir : les maîtres du Reich
13.03 La 2e D.B. - De Paris au refuge d'Hitler
13.56 21 rue La Boétie
14.55 Ingénieurs de l'Antiquité
16.44 Au-delà de la mort : les secrets des rites funéraires
18.23 American Pickers, la brocante made in USA
19.55 Le Mans 55, une tragédie française

TFX

08.10 TFX infos
08.15 Une nounou d'enfer
11.15 Petits plats en équilibre
14.50 Une nounou d'enfer
15.20 Quatre mariages pour une lune de miel
17.10 Petits plats en équilibre
17.15 Quatre mariages pour une lune de miel
19.05 Plus belle la vie, encore plus belle
20.05 Petits plats en équilibre
20.10 Bad Moms 2

W9

08.00 Kaamelott
10.00 NCIS
Série policière - Etats-Unis - 2015
Saison 13 - Episode 6/24



Avec Mark Harmon, Michael Weatherly, Pauley Perrette
15.40 Un dîner presque parfait
18.50 The Power : qui a le pouvoir ?
20.10 Etat de choc

BOISSONS 19-02 au 20-03
 Dans le domaine profes-
 sionnel, vous devriez vous
 d'utiliser vos atouts et
 vos capacités en avant
 voulez faire évoluer votre
 actuelle.

FLÉCHÉS N° 9280

[illegible]**SUDOKU N°9279**

	C	H	A	M	E	A	U	
C	A		R	A	S		S	E
O	F	F	E	R	T	S		N
N	E	O		A		I		T
J		S	O	I	G	N	E	R
U	N	S		C	U	I	R	E
G	U	E		H	I	S	S	E
A	I	S	E	E		T		S
L	T		F	R	E	R	E	
E		R		S		E	T	E
S	I	E	N		S	E	A	U
	L	A		P	I	S	T	E

S	I	M	I	L	I	T	U	D	E
U	L	E	M	A		I	T	E	M
R		R	I	G	I	D	I	T	E
C	A	C	T	U	S		L	E	T
O		E	E	N		M	E	N	T
S	E	N	S	E	S		S	T	R
T	U	A		S	U	R		R	I
A	M	I	E		P	A	N	I	C
L		R	U	S	E	S		C	E
E	T	E	S		R	E	N	E	S

1	7	8	9	2	5	3	4	6
9	4	5	6	3	8	7	1	2
3	2	6	1	7	4	8	5	9
5	8	1	7	4	9	2	6	3
7	3	4	2	8	6	1	9	5
6	9	2	5	1	3	4	7	8
2	1	9	8	6	7	5	3	4
4	5	7	3	9	2	6	8	1
8	6	3	4	5	1	9	2	7

CODÉS N° 9279

1	S	2	U	3	T	4	R	5	A	6	M
7	P	8	O	9	N	10	E	11	L	12	I
13	V	14	D	15	C	16	G	17		18	
19		20		21		22		23		24	

FOUILLIS N° 9279:
BIENTOT (Bient - Tôl)

SUDOKU N° 9280

4		9			3	7		
		8			5		1	
	3		2		7			9
			8			2		
9				2	4			1
		1				4		7
5			7					
6		7		3	2	9	5	
		2		4	9			6

CODÉS N° 9280

1	O	2	R	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26		

14	4	5		4	2	1	6	7	8	4				
2	3	7	6	7	5	6			3	6				
1		12	1	8	4		10	9	6					
6	8	1	13		2	3	11	13	4					
6	7	8	4		4	2		4	5					
7	12	7		13	9	11	3		8					
4		5		1	6	4	2		7					
2		4	6	6	4		2	9	4					
4	6		9	7		1	4	7	10					
11	4	2	7	8	3	7	8		10					
4	2		6	7	10	10	3	14	4					
5	7		6	1	7		7		11					
8	4	8	4	5	8		6	9	4					
	9	1			4	2		5	5					
4	15	12	7	8	4	2	3	7	8					

10 ERRORS



L'Ouganda annonce suspendre toute coopération militaire avec l'Allemagne



L'Ouganda a «suspendu» toute coopération militaire avec l'Allemagne, a annoncé dimanche un porte-parole de l'armée ougandaise, affirmant que l'ambassadeur allemand est «engagé dans des activités subversives» dans le pays d'Afrique de l'Est. Cette annonce fait suite à un précédent communiqué de l'armée diffusé vendredi, qui accusait certaines missions diplomatiques européennes de soutenir «des groupes négatifs et traîtres» opposés au gouvernement et visait déjà en particulier l'ambassadeur d'Allemagne, Matthias Schauer. «Les Forces de défense du peuple de l'Ouganda (UPDF) ont, avec effet immédiat, suspendu toutes les activités de coopération militaire et de défense en cours avec la République fédérale d'Allemagne», a écrit sur X un porte-parole de l'armée, Chris Magezi. Il a précisé que la décision a été prise après «des rapports crédibles des services de renseignement selon lesquels l'actuel ambassadeur allemand en Ouganda, est activement engagé dans des activités subversives dans le pays».

Plus de 500 migrants secourus au large de l'île de Crète



Plus de 500 migrants ont été secourus ces derniers jours au large de l'île de Crète (sud), en Grèce, ont indiqué dimanche les gardes-côtes grecques.

Dans cinq interventions différentes pendant la journée de samedi, 280 personnes au total ont été secourues dont 13 mineurs, a précisé la même source dans un communiqué. Quatre interventions ont eu lieu au large de la petite île de Gavdos, au sud de la Crète, en Méditerranée orientale. La cinquième concernait un groupe de 53 personnes qui a débarqué samedi d'un bateau gonflable à Dyskos, dans le sud de la Crète.

Vendredi, 263 personnes, dont dix mineurs, ont été secourues dans cinq interventions différentes, dans la même zone, selon la même source.

Le Quotidien

Édition Nationale d'Information

Malte va officiellement reconnaître la Palestine comme Etat



Malte reconnaîtra officiellement la Palestine comme Etat, a annoncé dimanche le Premier ministre maltais Robert Abela. Cette déclaration met fin à plus de quatre décennies de délibérations sur la question. Bien que Malte ac-

cueille un ambassadeur palestinien et ait longtemps offert une reconnaissance implicite aux territoires palestiniens, cette décision marque la première reconnaissance diplomatique officielle de la Palestine par Malte. S'adressant aux par-

tisans du Parti travailliste à Mosta, M. Abela a indiqué que cette décision était liée à la crise humanitaire actuelle à Gaza. Il a fermement condamné les actions militaires sionistes, qui ont causé de lourdes pertes civiles.

L'image des Macron qui fait parler



Chamaillerie, moment de «complicité» ou coup au visage ? Des images d'Emmanuel et Brigitte Macron à leur arrivée au Vietnam pour le début d'une tournée en Asie du Sud-Est ont suscité de nombreux commentaires sur les réseaux sociaux. Les images tournées dimanche soir par l'agence américaine Associated Press à l'aéroport de Hanoï montrent la porte de l'avion du président qui s'ouvre, et la silhouette d'Emmanuel Macron qui apparaît, encore à l'intérieur de l'appareil.

A ce moment là, les deux bras de son épouse surgissent, sans qu'on puisse la voir en entier, et elle porte vivement les deux mains au visage du président dans ce qui peut ressembler à un petit coup.

L'image a circulé rapidement durant la nuit, notamment sur plusieurs comptes habituellement hostiles à Emmanuel Macron. L'Élysée a d'abord démenti la véracité des images, avant qu'elles ne soient authentifiées. Un proche du président a ensuite parlé d'une banale «chamaillerie» de couple.

Des membres de l'EI arrêtés près de Damas



Les autorités syriennes ont annoncé lundi avoir démantelé une cellule du groupe jihadiste Etat islamique (EI), lourdement armée, qui se préparait à mener des attaques dans une région proche de Damas. Dans un communiqué, le ministère de l'Intérieur a indiqué que «plusieurs membres d'une cellule terroriste affiliée à l'organisation Daech (acronyme en arabe de l'EI, ndlr)» avaient été arrêtés dimanche dans la Ghouta occidentale, aux environs de la capitale.

Le chef de la sécurité intérieure de la région de Damas, le général de brigade Houssam al-Tahan a précisé qu'ils étaient «en possession d'armes légères, moyennes et lourdes», dont «des lance-missiles anti-chars (...) et des ceintures explosives qu'ils comptaient utiliser pour déstabiliser (...) la région».

Leur arrestation intervient une dizaine de jours après que les forces de sécurité ont dit avoir arrêté à Alep, deuxième ville du pays, plusieurs membres d'une cellule de l'EI. Un membre des forces de sécurité et trois jihadistes avaient été tués dans l'opération.

EDITORIAL

Par Abdou BENABBOU

VIVRE AUTREMENT

Les tribulations verbales du président américain, entre des dires et leurs contraires, ne résumeront que les conséquences d'un séisme mondial pour que la planète entière s'aperçoive que son cours doit sérieusement emprunter une déviation existentielle et se conformer à une ère nouvelle.

Donald Trump n'est que le produit des nombreux spasmes corrosifs d'une humanité soumise à une défiguration pour se soumettre à vivre autrement.

L'Histoire a toujours eu la manie de choisir et de mettre en exergue un effronté pour prédisposer de nouvelles révolutions humaines. La vérité a toujours voulu que ce ne sont pas les hommes qui président à l'architecture de l'humanité, mais qu'ils ne sont que des acteurs que des circonstances sociales et politiques ont mis au

devant de la scène. La pandémie du Covid avec ses morts et son confinement, plus qu'elle n'a bousculé les règles de vie, elle a avant tout dévoilé la réelle mesure de la vulnérabilité humaine. Elle a surtout mis à nu ce sur quoi étaient bâties les prétentions de puissance et de richesses de la majorité des Etats.

Le réchauffement climatique s'applique maintenant à clore une œuvre destructrice. Les convictions des puissances s'orientent vers la pondération non sans s'accompagner d'un général désarroi et admettent forcées qu'elles ne peuvent plus se nourrir que de ce qu'elles produisent. On admet maintenant, non sans grimaces, que l'on ne produit rien et que les colères so-

ciales vont se démultiplier. La faim et la misère ne seront plus les étendards des pauvres. Ceux-là sont déjà vaccinés contre le désespoir et connaissent l'amertume du goût de la poussière.

Actuellement le débat est chaud en Occident se rendant compte que la civilisation industrielle baisse l'échine. Les conglomérats de production, les trusts régnant sur le commerce mondial se perdent en conjectures face à une équation devenue insoluble n'ayant comme solution que le licenciement de centaines de milliers de travailleurs. L'Organisation mondiale du commerce quant à elle n'est plus qu'un épouvantail dans l'incapacité d'effrayer les cupidités internationales.

Trump ne doit son rôle et son aléatoire puissance qu'à de fausses providences qui se répètent.